

Rostom El Djazairi

Contribution : De la responsabilité du pouvoir algérien Dans la crise du M'zab

P:END

P:START

le 08.07.15 | 14h20 | mis à jour le 08.07.15 | 21h05 P:END **Réagissez** P:START

P:END

Imprimer [Envoyer à un ami](#) Flux RSS Partager

P:START

La présente contribution s'inscrit dans le cadre d'un effort de recherche de vérité sur les graves évènements que vit le M'zab depuis plus d'une année (depuis Décembre 2013 à ce jour). Elle tente de comprendre les multiples raisons ayant concouru, à un moment précis de l'histoire de l'Algérie indépendante, à l'émergence de la violence comme ultime forme d'expression entre les deux communautés qui y vivaient ensemble depuis quelques siècles : la communauté amazighe mozabite adepte du rite Ibadite, d'une part, et d'autre part le arch des Chaambas, d'origine hilalienne, et autres tribus alliées constituant la communauté arabe autochtone, de rite malékite.

Cette modeste contribution constitue en fait un support pour un débat clarificateur sur la base de faits et données pris dans leurs dynamiques sociales dans un contexte socio-politique déterminé. La mise en exergue des méthodes utilisées, des mécanismes mis en œuvre et des responsabilités dans la crise du M'zab devra aider à la mise en place d'une politique basée sur une démarche d'intégration citoyenne, où les valeurs de reconnaissance mutuelle entre toutes les communautés dans le respect des différences, et le rejet de l'exclusion et la stigmatisation, sous l'œil vigilant d'un Etat républicain fort et juste, devront constituer le socle du savoir vivre entre tous les citoyens.

Notre intention est d'exprimer à partir de notre position de simple citoyen appartenant à la communauté mozabite, un point de vue de citoyen algérien recherchant à travers la clarification, la définition et la franche délimitation des responsabilités, non pas la stigmatisation et les dénonciation stériles, mais le heurt des consciences à tous les échelons de la base populaire, de la société civile et du mouvement associatif, des organisations politiques et humanitaires, des pôles culturels et médiatiques, et l'interpellation solennelle des centres décisionnels du pouvoir pour susciter et assurer à la civilisation du M'zab et sa communauté la simple reconnaissance, le respect républicain, le rejet des dénis, et l'égal accès aux libertés et droits démocratiques et sécuritaires.

En d'autres termes, notre objectif n'est pas de stigmatiser, quelque soit la formulation utilisée, le pouvoir algérien en tant que totalité homogène,

sachant que de multiples courants et cercles, et de larges milieux au centre ou à la périphérie immédiate de ce pouvoir sont porteurs de profonds sentiments de rejet, sinon de gêne devant le douloureux scénario du M'zab qui se déroule sous leurs yeux fuyants, dégageant une certaine impuissance. Mais le fait est là : ce scénario a engendré la mort et le chaos.

La mise en branle des outils et instruments d'analyse des faits et actes, des plans et opérations de ce scénario nous conduisent inmanquablement à parler d'une seule responsabilité : la Responsabilité du Pouvoir en tant que tel. Toutes les autres "parties" en action ne sont en fait que des instruments de la mise en scène de ce scénario.

Dans ce contexte dramatique et violent, où, tel que nous le ressentons, le mépris, l'impunité et le laisser-faire coupable à l'égard de toute une communauté s'érigent en système de gestion de la crise, sa mise à nu procède de la recherche de réaction féconde et salvatrice porteuse de solutions justes, rejetant les tentations simplistes de répression policière et d'étouffement de toutes les voix critiques.

Notre méthodologie d'approche pour l'élaboration de ce document s'appuie sur la présentation des faits caractéristiques des événements du M'zab, la genèse de la crise, les contours de ses évolutions, sa gestion et ses conséquences.

Ainsi, le plan de cette contribution se présente comme suit :

I)-Événements du M'zab et leurs significations :

- *- Drames du M'zab
- *- Exploitation politique des événements
- *- Apports du M'zab à la nation
- *- Atteintes aux mozabites

II)-De quoi la haine des mozabites est-elle le nom ?

- *- Aspects économiques
- *- Manipulation des suppôts
- *- Echanges inter communautaires

III)-Repères historiques :

- *- Événements de 1985
- *- Le M'zab après 1988
- * - Problèmes socio-économiques du M'zab

IV)-Pourquoi cet acharnement contre les Mozabites ?

- *- "Printemps du Sud" et ses retombées
- *- Complot anti mozabite
- *- De la gestion sécuritaire
- *- Le pouvoir et le jeu communautaire

Conclusion.

Le M'zab vit, depuis Décembre 2013, des évènements dramatiques et une crise sans précédent de ses milles (1000) ans d'histoire.

Le pouvoir s'est impliqué, directement à travers les institutions qu'il manipule, dans une logique hargneuse à l'endroit de la communauté mozabite et fortement hasardeuse pour l'unité de l'Algérie qu'il est censé défendre.

I)- EVENEMENTS DU M'ZAB ET LEURS SIGNIFICATIONS :

- Drames du M'zab :

En effet, depuis plus de douze (12) mois, plus d'une année entière de ses jours interminables et ses nuits infernales, Ghardaïa et toute la Vallée du M'zab brûlent, dans une implacable logique d'atteinte aux vies humaines, et de tentatives de mise à terre de tous les vestiges de la vie sociale, culturelle, culturelle, économique et commerciale. La mort et l'horreur, le sang et la terreur, la folie meurtrière et la furie incendiaire, les atteintes aux symboles et aux croyances et les exactions morales se conjuguent au quotidien.

Le M'zab est à feu et à sang. La violence devient la seule forme d'expression sociale pour asseoir leur domination pour certains, et le seul recours pour demeurer en vie pour d'autres. La violence a atteint son paroxysme avec ses contours abjects.

C'est dans le froid hivernal de cette terre si généreuse, irriguée par l'humanisme d'une civilisation où les valeurs du travail et du sens du devoir (envers Dieu et ses créatures) lui dictent sa démarche et son orientation, et c'est dans la chaleur caniculaire de cette contrée rocailleuse du "désert de tous les déserts" où la vie, elle-même, se confond immanquablement et irrésistiblement avec son sens le plus intime : la paix, la sérénité et la stabilité, que s'est alors effrontément et effroyablement incrustée, par la force du diktat, la violence insolente et impudente. Cette violence incarnait et exploitait le comportement hideux de la bêtise humaine.

Comme nous l'enseigne l'Histoire, les logiques implacables des despotismes lâches et agonisant s'appuient toujours, outre sur leurs invétérées clientèles, sur les divisions manipulatrices des incompréhensions frustes, des faiblesses mesquines, des prédispositions malades, et des intérêts étroits de groupes sociaux pour tenter de briser tous les maillons de résistance au diktat en commençant par le plus faible. Et l'histoire se répète.

Dans ce XXI (21ième) siècle, le M'zab et sa communauté mozabite subissent et affrontent un sérieux processus évolutif de dérives violentes et d'élargissement des espaces d'exclusion et du non droit. Des citoyens mozabites algériens ont été atrocement torturés, massacrés, mutilés, et tués de sang froid, par d'autres algériens, pourtant depuis bien longtemps leurs voisins. Des blessés ont été irrémédiablement atteints, des familles entièrement déracinées de leurs quartiers sous la menace et la terreur, et sous le slogan témoin "irhal" ("partez"), inscrit sur les façades des murs des maisons et commerces mozabites.

C'est là l'expression d'une politique de séparation ethnique, faisant suite aux campagnes de stigmatisation communautaire, soubassement d'un processus à double voie. Chaque voie étant portée par l'un des deux protagonistes de

la conspiration anti nationale car anti mozabite : d'une part le pouvoir en place, et d'autre part ses suppôts de la communauté arabe autochtone. Pour le pouvoir, la voie consisterait à dicter à la communauté mozabite, sous la menace et la terreur savamment dosées, distillées et sous-traitées, les termes de sa soumission, du rejet de toute émancipation républicaine ou aspiration démocratique, du renoncement à sa différenciation, de l'application du processus de sa désintégration, et l'extinction historique de sa civilisation.

L'autre voie qui relève des suppôts de la communauté arabe autochtone, porterait sur la poursuite sans relâche de la violence, "légalisée et dûment entretenue" par ceux censés la combattre, devenus des parrains qualifiés à travers différents groupes de corps de sécurité disqualifiés.

Une violence toute violente, considérée comme expression de valorisation sociale, et fait nouveau, de volonté d'affermissement politique de rapports de domination sur la communauté mozabite. N'est-ce pas l'apanage du scellement d'un partenariat clair-obscur des forces du pouvoir avec ses suppôts de la communauté arabe autochtone, en vue d'une historique mise à genoux par tous moyens du M'zab ; ou seulement d'une mission ponctuelle (d'un relais-fusible) tendant à terroriser les mozabites pour les contraindre de revenir au droit chemin de leur "sage et habituelle soumission" ?

Le niveau de concrétisation de cette mission s'est accéléré. On procède à l'encerclement total de tous les espaces d'habitation mozabites. Les k'sars et alentours immédiats sont isolés. Entre ces k'sar, dans toute l'étendue de la vallée, les hordes des assaillants ont toute latitude de se déplacer sans contrainte aucune, et ils se portent assistance. Dans cette légale facilité de déplacement, des attaques surprises sont menées ici et là, incendiant après pillage systématique tout bien à identité mozabite :

- Biens matériels :

Des centaines de maisons avec équipements, des centaines de jardins et de plantations et équipements agricoles d'irrigation, des dizaines de véhicules, des centaines de magasins, tous les magasins sis sous la zone d'occupation de ces hordes, des magasins bien achalandés dans la pure tradition du commerce mozabite.

En outre, et fait inédit, en une seule demi journée, tous les magasins de gros et détails, les mieux fournis et les plus équipés, avec des stocks colossaux en marchandises : de la grande et petite quincaillerie, de l'électroménager, de la grande parfumerie et articles de beauté, de la lingerie aux vêtements de haute qualité, des articles de décoration intérieure, de la faïencerie aux dalles de sol de luxe et à la plomberie sanitaire de haut standing, de la grande épicerie aux articles d'électricité générale, et sans omettre les pharmacies et autres enseignes, sans exception aucune, sis dans la grande avenue du 1^{er} Novembre, traversant le quartier dit Théniet el makhzen, ont été systématiquement pillés.

Tout cela a été entrepris au sein de cette avenue alors qu'elle est attenante à la wilaya et au groupement de la gendarmerie nationale, et au sein de laquelle sont implantés le Centre du Secteur Opérationnel de l'Armée, le lieu le mieux surveillé de toute la vallée du M'zab, ainsi que des agences bancaires, de toutes les agences de téléphonie mobile, certaines Directions

de wilaya et autres administrations. Avenue sous haute surveillance. Un pillage effectué dans une cohue indescriptible d'adultes, jeunes et vieux, de femmes voilées, semi voilées ou non, d'enfants surexcités par leurs découvertes, dans un ballet de va et vient marathonien ininterrompu pour assurer à l'aller les bonnes prises et au retour les bonnes cachettes. Puis enfin rassasiés, les pyromanes, dans un élan gigantesque de levée des torches, s'adonnent ardemment à la furie incendiaire de l'un après l'autre de ces magasins tristement éventrés et éviscérés puis enfin carbonisés. Ainsi, comme si de rien n'était, des centaines de milliards de DA évaporés (sans aucune information, à ce jour, sur l'entame d'enquêtes ou de poursuites policières et judiciaires ?) par la grâce des extorqueurs devenus des héros sanctifiés et respectés aux yeux des leurs, et par la grâce des forces de sécurité qui se sont, sur injonction de leurs hiérarchies directes et indirectes (?), évaporées elles aussi. Ne fallait-il pas que leurs suppôts, en mission ponctuelle commandée, soient largement rémunérés?

- Biens agricoles et fauniques :

Au périmètre agricole Laâdira, tout en amont de la palmeraie de Ghardaïa, des jardins arrosés par les sueurs d'hommes échinés à longueur d'année à vivifier péniblement, parcelle après parcelle, sous après sous, dans la rudesse des hivers grelottants, des canicules suffocantes et des vents de sable étouffants et aveuglants, sont incendiés par des groupes agissant souvent à visage découvert.

Dans une intention stupidement malade de tuer l'effort et la vie, ces groupes n'épargnaient ni plants, arrachés des racines ; ni légumes, piétinés ; ni arbres fruitiers et palmiers, brûlés ; ni vaches, éventrées ; chèvres et moutons, volés ou brûlés vifs ; et poulaillers, vidés ; ni moyens de pompage et d'arrosage, détruits ou jetés aux fonds des puits.... Cela sous les yeux vigilants de gendarmes tirant leurs bombes lacrymogènes sur les jeunes mozabites accourus défendre les biens des leurs. Ces hordes pavanaient allègrement au milieu des gendarmes, à l'intérieur des plantations mozabites.

- Biens culturels :

- Profanation de plusieurs mosquées et moçallas, (Cheikh Ammi Saïd, cheikh Baba Ouldjemma – Cheikh Baba Salah – Mélika bas..). Cet acharnement d'incendier et de profaner intervient toujours après le traditionnel rituel du pillage, devenu pour cette circonstance précise, un pillage hallal et sacré car profanant des lieux de culte des "mécréants ibadites doublés de kharidjisme".

- Profanations immorales et ignobles des cimetières, avec déterrement d'ossements humains, et destruction de mausolées, où la police encore une fois supervise l'opération en bon instructeur. Ces scènes filmées avaient fait le tour du monde.

- Tentatives maintes fois repoussées d'effraction et d'incendie d'instituts coraniques et de Dar El Corâane. Cela se déroule sous le silence assourdissant de leurs imams, dont certains, en imposteurs, se prévalent de titre d'encadreurs attitrés des imams.

- Biens culturels :

Monuments historiques : le moçalla cheikh Ammi Saïd, le mausolée cheikh Ammi Moussa, et le haut lieu de la mémoire collective du M'zab : Ba Abderrahmane El Kourti, patrimoine de l'Humanité, classés comme tels par l'Unesco, détruits ou endommagés, ou profanés; et l'établissement public de protection et de promotion de la vallée du M'zab partiellement incendié. La liste des scandales est interminable ! Silence ! On laisse faire ! Il faut entretenir et attiser les violences, toutes les violences ! Il faut les multiplier ! Il faut assurer la sécurité de l'impunité ! L'ordre de l'impunité !

Le M'zab est exclu de la République !

Par ailleurs, et comme par hasard, tous les approvisionnements et les services sont coupés aux seuls Mozabites: interdiction aux mozabites d'accès à l'hôpital, aux stations de carburants, aux multiples services administratifs, aux approvisionnements, et même aux services des agences de téléphonie mobile,....Des "vrais-faux barrages anti mozabites" sur certains tronçons de la route nationale N° 1 ont été rapportés. C'est un véritable plan élaboré d'asphyxie de toute une population, doublé d'une démarche calomnieuse et machiavélique bien structurée visant l'isolement moral, politique et médiatique de celle-ci.

Exploitation politique des évènements :

En effet, les évènements de la vallée du M'zab sont fondamentalement et exclusivement présentés sous l'angle communautaire dans tous les discours officiels et les relais médiatiques du pouvoir. Le pouvoir devrait être au dessus de tout soupçon ! Son image ne devrait trahir aucune suspicion. Outre cette vision centrale et "officielle", les suppôts du pouvoir de la communauté arabe autochtone, à partir de leur position de sous-traitant dans une logique de division des rôles, ont, quant à eux, principalement et continuellement évoqués et présentés ces affrontements sous l'angle religieux Ibadite - malékite.

Cette approche cache mal leur malhonnêteté intellectuelle et leur tartuferie religieuse. Ces suppôts visent à s'attirer et gagner la sympathie et le soutien de ceux attachés à leur rite malékite. Il fallait à tout prix ratisser large.

C'était sans compter sur la perspicacité et la hauteur de vue du peuple algérien. En outre, le comportement légendaire de retenue et de rejet par nos aïeux des formes religieuses expansives, ostentatoires ou provocatrices a largement contribué à l'émergence et à l'affermissement de cette grandeur du peuple algérien. Ce comportement se perpétue. Sur un autre registre, une certaine presse et médias audiovisuels se sont même évertués à invoquer des complicités étrangères, impliquant le Maroc, à travers des connivences qui existeraient avec une personnalité locale dirigeante du nouveau "mouvement autonomiste".

Cette presse prend appui sur la position politique de cette personne publique, pour porter atteinte à toute la communauté mozabite. C'est là un amalgame pernicious qui tend à superposer et identifier à une personne ou groupe politique, toute une communauté dans sa grande diversité, pour l'invectiver et la stigmatiser.

Il s'agit d'un vertigineux raccourci pour présenter fallacieusement les multiples institutions ourfia (traditionnelles) mozabites comme étant

nécessairement derrière un indirect soutien à ce mouvement autonomiste. A partir de là, ces suppôts pourraient mieux faire endosser la responsabilité des événements à ces structures ourfia qualifiées "d'occultes qui ont enfanté la haine des malékites, des arabes et de l'unité nationale".

Le mensonge caractérisé et la calomnie grossière se conjuguent à la manipulation odieuse !

Le travail de sous-traitance étant finalisé, il ne restera donc au pouvoir qu'à prendre les dispositions qui s'imposeraient.

Apports du M'zab à la Nation:

En ciblant ces structures ourfia, ce sont les valeurs sociales et humaines qu'elles portent qu'ils veulent détruire. On vise le M'zab dans sa richesse et ses apports civilisationnels. Des apports qui sont le produit historique d'une expérience originale dans laquelle le M'zab s'est construit dans le sillage d'actions combinées et multiples de recherche de survie à travers la domestication d'un environnement des plus hostiles. Le M'zab voulait assurer son développement et conséquemment le développement de l'Homme, dans une spiritualité renouvelée et enrichie par l'expérience tumultueuse et mouvementée de l'ibadisme d'avant la création des cités du M'zab.

- Le M'zab s'est émancipé sur la base interactive de valeurs : les valeurs de travail, de l'action, de l'effort humain, du compter sur soi; de solidarité soutenue par une organisation sociale appropriée; de recherche continue d'équilibres sociaux et d'atténuation des conflits pouvant surgir par l'anticipation et la mise en place de codes, de règlements, de structures et les moyens de cette politique; favorisant l'intégration sociale et la captation de toutes les énergies (définition des règles de vie commune, de citadinité, des codes de l'urbanisme, de la construction, de la propriété foncière, des eaux et leur équitable partage...); en suscitant aussi l'initiative individuelle et l'accumulation de la richesse tout en lui dressant des obligations et des devoirs; bannissant la richesse ostentatoire source de conflits, et l'indigence passive porteuse de déviations; soutenant la simplicité, l'austérité, la prévoyance, le rejet de l'esprit et du comportement dépensier; et une morale sociale très élevée, basée sur les grandes valeurs appliquées de l'Islam; une morale acceptée et soutenue, car respectant les règles de justice, d'égalité, d'équité, de modestie individuelle et collective, le rejet des titres de noblesse, et de tous les privilèges indus.

Outre cette originalité qui, en soi, constitue un apport à la nation, le M'zab a toujours aussi contribué et activement à la culture de la Paix :

- Depuis sa création, le M'zab est devenu une terre de repli, de paix et une fin en soi. Et les mozabites s'abstenaient de tout prosélytisme pour leur rite. Ils n'ont pas tenté "d'ibadiser" les adeptes d'autres rites. Ils vivaient profondément leur propre rite en toute humilité, et pratiquaient la liberté du culte.

A l'installation, dans les siècles derniers, des premières tribus arabophones au M'zab, le libre exercice du rite malékite était consacré, et l'édification de lieux de culte malékite s'inscrivait naturellement dans la logique du respect des rites autres qu'ibadite. Il ne faudrait aucunement s'en étonner lorsqu'on

sait que les juifs installés au M'zab depuis le quinzième siècle avaient déjà leur synagogue.

- Le M'zab n'a jamais été une source de conflits, mais une œuvre recherchant fondamentalement et irrésistiblement la stabilité, la sérénité, la créativité et le laisser cour à son génie créateur dans une sollicitation et un amour sans fin envers Dieu et ses créatures. Dans toutes leurs relations avec les populations de l'ensemble des régions du pays, les mozabites ont toujours recherché à établir des relations de respect et de confiance. Leur repli sur soi est dicté plutôt par ce souci permanent de retenue, pour éviter les comportements expansifs à travers lesquels le reproche de propagation ou simplement de faire connaître l'ibadisme pourrait leur être fatal.

Comme gage à la Paix, le prosélytisme pour leur rite, comme mentionné ci-dessus, a été proscrit. La Paix devient une fin en soi, et s'érige en Culture : La culture de la Paix.

Les mozabites, à aucun moment de leur histoire n'auront été la source d'une quelconque fitna au peuple algérien: ni politique, ni religieuse, ni culturelle, ni,...

- Dans ce sillage d'enracinement de la Paix, Ghardaïa a toujours été une ville ouverte et rejetait l'autarcie. Les mozabites voulaient l'imposer comme carrefour des échanges commerciaux où l'éthique et les préceptes de moralité dûment codifiés et strictement observés à travers une organisation appropriée, constituaient le fondement de la loyauté entre les intervenants. C'était là la richesse de Ghardaïa.

Lors de l'afflux des tribus arabophones pour s'installer au M'zab, des terrains avaient été mis à leur disposition par les mozabites pour leur faciliter leur implantation.

Ils leur assuraient les conditions de vie paisible, discutaient les grands principes de leur intégration dans la vie de la cité, leur réservaient des segments d'activité pour leur assurer les conditions idoines de l'accumulation de la richesse et donc leur émancipation économique et sociale, et définissaient avec eux, et dans la transparence, l'organisation des droits et devoirs réciproques et les fondements du vivre-ensemble.

A l'ouverture d'esprit, s'adjoignent les valeurs de citadinité, d'intégration, de règles nouvelles de vie en société et donc de bonne coexistence.

Dans la multitude d'autres apports à la nation, nous pourrions citer :

- Les aïeux des mozabites ont créé le premier Etat musulman indépendant d'Algérie, (les Rostémides), donnant à ce grand pays la stature d'un Etat qui empruntait l'Islam libérateur venu de l'orient du prophète, et l'incrustait aux aspirations et ressorts sociologiques des Imazighens qui l'ont en retour enrichi, et élevaient par la même la contribution propre de notre pays à la grande culture musulmane à travers le monde.

- L'apport indéniable des mozabites avant et après l'indépendance de l'Algérie à la défense de l'Islam et de la langue arabe, et la sauvegarde de la langue mozabite.

L'islam défendu est l'islam de valeurs et de moralité profondément

assimilées, ressenties et vécues à travers des comportements individuels et sociaux où seules la sincérité dans la foi et sa traduction sur le terrain de la vie, au quotidien, en sont ses repaires. C'est là toute la plénitude de cet islam qui force le respect car il est tout proche de la voie divine que tout musulman recherche. C'est l'Islam humble, attractif, non démonstratif, serein, et loin de tout positionnement social, politique ou autre. C'est l'exemplarité du comportement duquel elle découle, et non le discours enflammé ou la promulgation de stéréotypes, qui constitue le véritable enjeu de l'Islam. C'est aussi cette sérénité dans la défense et la prise en charge de la langue arabe qui fait du mozabite un excellent manieur de cette langue tout en adulant sa langue maternelle n'tmazight. Leurs apports dans cette langue arabe sont forts nombreux et de qualité. Leur approche vis-à-vis de ces deux langues n'exclut pas l'une ou l'autre. Et toutes les deux ont évolué dans le sillage du développement de la langue française et des autres langues vivantes. Des relations de complémentarité qui traduisent des choix fondamentaux qui combinent la prise en charge dynamique de l'Islam, de l'Identité Amazigh, de l'arabité, et des grandes valeurs humaines. La langue tamazigh est perçue et vécue par le mozabite comme une composante essentielle de sa personnalité et de son histoire, un référent incontournable. Elle constitue une richesse jalousement sauvegardée dans un environnement qui devenait de plus en plus hostile, teinté d'arrogance affichée, qui la contraignait dans un espace de repli strictement réduit. Langue maternelle de ressourcement, le tamazigh est la première langue parlée; puis l'arabe est rapidement appris à travers l'influence de l'environnement extérieur. D'où cette différenciation dans une complémentarité bien assumée qui constitue la synthèse d'une approche équilibrée et respectueuse des droits à la promotion de chacune des deux langues. Une approche qui dépasse les antagonismes réducteurs imposés par les tenants des exclusions.

- L'attachement sans fin des mozabites au M'zab n'a jamais été exclusif de leur enracinement profond dans leur Algérie à travers les siècles, durant lesquels leur disponibilité totale pour la servir est indiscutable. Dès le début des premières tentatives d'intervention étrangère à partir du seizième (16^{ème}) siècle jusqu'à la colonisation française et depuis jusqu'à l'indépendance, leurs combats avec leurs frères algériens n'ont cessé sous différentes facettes, parfois sanglants et meurtriers, parfois sourds et silencieux, mais toujours résistants : De l'attaque de la garnison espagnole, sous le commandement de Hugo de Moncada, installée sur les hauteurs d'Alger, face à la Casbah, venue en vain occuper Alger, défaits ce commandant et les quelques groupes restants se sont enfouis. C'était en 1518. Au débarquement français que ce soit à Staouéli, puis après la capitulation du Dey, à partir de la colline de Sidi Bennour surplombant Alger, puis dans les alentours de la Mitidja, avec l'émir Abdelkader, et sur les remparts de Constantine en 1837,... Ils étaient de toutes ces grandes batailles. Leur rôle a été non négligeable, parfois déterminant. Leur résistance sourde est multiforme : de la difficile négociation de la Convention de 1853 entre la France et le M'zab, à l'annexion du M'zab par une France conquérante, au refus catégorique de la conscription militaire obligatoire, en recourant de 1912 à 1947, outre aux requêtes, rapports, démarches,

pétitions, multiples délégations en France comme auprès du Gouverneur Général à Alger, plusieurs recours auprès du Conseil d'Etat, aux grandioses manifestations de masse à Ghardaïa particulièrement en 1919, puis en 1925 devant le Gouverneur Général en visite à Ghardaïa, émaillées d'enlèvements et d'emprisonnements, arrachant à chaque fois quelques acquis et des assouplissements jusqu'à son abrogation en 1947.

Ensuite, et dans le creuset de la grande lutte de libération, la participation des mozabites avait revêtu toutes les formes que le génie de tout le peuple algérien avait imaginé à travers ses héros, ses moudjahidines, fidaiyines, moussabilines, réseaux de soutien et autres, aussi humbles et anonymes soient-ils. En outre, dans ce Sahara vaste et nouvellement riche, le "NON" ferme et constant du M'zab et des autres grandes contrées sahariennes a définitivement signé l'arrêt de mort du maintien du rattachement du Sahara à la France, de la République Saharienne, et la confirmation de l'intégrité du territoire algérien, Sahara compris.

Aussi, l'apport original et la touche propre, spécifique et caractéristique que le M'zab voulait, en outre, présenter à l'Algérie combattante sont parvenus des profondeurs des tressaillements de la Vallée du M'zab, déclamant, en écho aux actions héroïques des résistants des djebels, dans la solennité la plus absolue, les vers retentissants d'un **Kassamen** fort et sublime du poète mozabite d'envergure : Moufdi Zakaria.

Le M'zab venait de faire généreusement don au peuple algérien de l'un des Symboles de tout Etat indépendant : l'Hymne National.

C'est pour le M'zab, un témoignage es-qualité de son identification à cet être (l'Algérie) qui est le sien. En l'adoptant dès sa création comme hymne national et hymne de la Révolution, les maquisards anonymes et leurs leaders, le peuple debout, ont signé pour le M'zab historique, le M'zab résistant, son attestation de symbole de la Révolution et de la lutte libératrice.

- Sur le plan culturel, les Mozabites ont pu offrir à l'Algérie une consécration universelle à travers le classement historique de la vallée du M'zab patrimoine de l'Humanité. C'est une fierté de l'Algérie de se voir inscrire sur le mémorable tableau référentiel des merveilles de ce Monde. L'architecture du M'zab est une référence mondiale. Le M'zab "une leçon d'architecture"; une source d'inspiration et de ressourcement pour Le Corbusier et autres sommités du monde architectural.

Aussi dans ce chapitre, nous devons ne pas omettre la place du minaret dans la symbolique religieuse de l'architecture musulmane, pour mentionner spécifiquement l'originalité du minaret du M'zab. Il se distingue de tous les autres minarets d'Algérie et de tout le Maghreb, outre la centralité de son emplacement, par sa forme architecturale exclusive qui lui donne son caractère propre et unique à l'Algérie. Dans son élan effilé, debout, imposant et droit, puis légèrement courbé au sommet, dans une originalité au bout de laquelle se dressent quatre petits témoins angulaires qui s'élancent puis pénètrent le bleu horizon vers l'infinité des cieux, le minaret du M'zab marie magistralement l'emblématique utilité, l'imposant caractère de l'édifice et l'énigmatique beauté de la simplicité ensorcelante.

- Sur le plan de l'effort et du sacrifice humain: Dans le néant du

désert aride, où les eaux pluviales sont d'une grande rareté, et les sécheresses se relaient de manière cyclique, atteignant souvent jusqu'à sept ans d'absence de crue, surgit, dans une incroyable aventure de la création humaine, une oasis artificielle, verdoyante et défiante, mettant au pas les ingratitude des terres et des cieux dans un élan de courage et d'abnégation qui dépassent l'entendement. Cette oasis, témoin vivant du génie humain, est l'expression conjuguée du labeur, de la persévérance, de la patience, et de l'endurance, fruit de l'amour n'tmour. C'est par touches successives, opiniâtrement, plants après plants, lopins après lopins, puits après puits, parcelles après parcelles que les palmeraies du M'zab ont jailli.

En outre le système du partage des eaux, rajoute au génie humain et au travail valeur suprême, l'admirable ingéniosité de l'esprit imaginatif et l'équité du partage du don de Dieu que sont les pluies pourtant rares.

- Même aux temps modernes, le sens du sacrifice garde toujours son intensité. En effet, et dès l'indépendance, le M'zab était résolument décidé à s'impliquer dans l'Algérie de la modernité et du progrès. C'est ainsi qu' à partir du plateau rocailleux et défoncé (à ce jour d'ailleurs) d'une colline désertique surplombant la vallée du M'zab et aux termes de sacrifices surhumains où il fallait tout imaginer et tout faire soi-même, du raccordement électrique, au branchement de la conduite d'eau, à l'installation des tours et machines-outils et à la formation du personnel, Ghardaïa a offert à l'Algérie, au moment où personne ne croyait, ni ne s'impliquait hardiment dans l'aventure de l'initiative privée, et ce dès le début des années 1970, l'une des premières dynamiques et prospères zones industrielles de l'Algérie.

16/61

Ainsi, du petit métier à l'entreprise artisanale historiquement acquise, le M'zab entre désormais dans l'entrepreneuriat industriel et dans la culture d'entreprise industrielle.

- **Atteintes aux Mozabites :**

C'est tout ce M'zab historique, riche de ses apports, bien trempé dans ses référents culturels et ses repères sociologiques et historiques, résolument tourné, en dépit à la fois de pesanteurs bloquantes et de fausses apparences, vers le progrès, la modernité et le rejet des despotismes, que ses détracteurs veulent faire cesser.

C'est un harcèlement moral, humain et civilisationnel d'une grande ampleur. Ses détracteurs instrumentalisent les survivances des frictions et des malentendus liés à des pesanteurs sociologiques, et manipulent le désarroi de la jeunesse arabe autochtone, pour arriver à la déstabilisation historique de la communauté mozabite.

Pour bien cacher son rôle d'instigateur-ordonnateur-comploteur, le pouvoir semble pousser ses suppôts de la communauté arabe autochtone à susciter et à porter haut et fort cette entreprise de déstabilisation.

Ces suppôts ont en définitive mené leur communauté vers l'impasse et la compromission historique au détriment des intérêts fondamentaux bien compris de sa base populaire. Plusieurs siècles de vie commune entre les deux communautés, ont volé en éclat faisant le bonheur des diviseurs qui

règnent sur tout, les ordonnateurs de cette même mission, les tenants du pouvoir.

Tout a été tenté, le terrain semble bien préparé pour casser du mozabite en toute quiétude. La jonction historique entre le régime qui recherche le nivellement socio politique généralisé de la société algérienne et les suppôts de la communauté arabe autochtone qui en sont le produit, a bien fonctionné.

En effet, l'ensemble des indicateurs suivants, en l'occurrence :

- l'impunité qui s'érige en système ;

17/61

- les agressions physiques au faciès et au costume, au grand jour, devant les services de sécurité ne pouvant intervenir car "n'ayant pas reçu d'ordre" ; outre le rôle passif du maintien du statut quo que le pouvoir impose aux services de sécurité au détriment d'une approche plus dynamique conforme à la nature des missions d'anticipation et de détection actives des agressions et des comportements suspects;

- le laisser-faire et la gestion sécuritaire sélective et catastrophique à travers la terreur et le harcèlement continu et bien entretenu ;

- la consécration des limites territoriales et des espaces de déploiement propre à chaque communauté ;

- les "interdits de circuler" de facto qui en découlent, contribuant ainsi à entretenir la fracture intercommunautaire, vivier et source d'alimentation d'autres affrontements ;

- les transferts obligés des activités commerciales et les casernements imposés ;

et depuis fort longtemps :

- les attitudes timorées des autorités et l'absence d'engagement dans la prise en charge des préoccupations immenses des citoyens entretenant le pourrissement et leur colère;

- les politiques de replâtrage et "du tout va pour le mieux" ;

- la crainte pour les citoyens des incertitudes des lendemains ;

- l'instabilité sociale et économique dont le caractère devient de plus en plus chronique ;

- les retombées sociales, psychologiques et économiques de cette crise qui perdure, dont le rétrécissement des champs d'activité économique et commerciale et la morosité angoissante du climat général des affaires ; et surtout l'absence de perspectives pour la paix et la sécurité, accouplée à l'entrave au travail et à la créativité qui sont des éléments fondamentaux de la vie de chaque individu et déterminants dans l'appréciation de son équilibre psycho-socio économique.....

18/61

L'ensemble de ces indicateurs attestent de la profondeur de la crise qui règne depuis assez longtemps, mais ayant connu le pic fatal durant cette année 2014.

Cette profonde crise constitue en fait l'anti chambre à un processus à terme visant à pousser vers l'émigration progressive forcée des mozabites, à la recherche de nouveaux horizons plus cléments, créant ainsi un fatal déséquilibre démographique dans un contexte affaiblissant, de plus en plus hostile et tirant vers le bas, générateur d'un grand enfermement sur soi, puis

du découragement, la soumission et la résignation à la fatalité de la négation de soi.

Le mozabite ressent douloureusement que les conditions semblent être réunies pour mettre un terme à toutes ses institutions et son modèle de vie et de valeurs. Il constate avec amertume le poids de la calomnie, la diabolisation et la recherche de l'adhésion ou le silence complice de la communauté nationale.

Les suppôts du pouvoir de la communauté arabe autochtone agissant dans le sens de cette émigration, croient, dans une naïveté déconcertante, qu'en remplaçant ainsi les mozabites, les cioux les combleront. Ils font miroiter ces mirages à leurs progénitures pour entretenir la flamme de la violence haineuse, et leur faire oublier le désarroi, la détresse, la marginalité et la frustration qui les terrassent.

Au lieu d'inciter leur jeunesse à s'approprier un tant soit peu les valeurs à l'origine du bien être mozabite, ces suppôts les ont, au contraire, incité après l'étape de jalouser le mozabite, à l'étape de casser ou s'approprier criminellement ce bien être. C'est dommage pour tout le monde, sauf pour ceux qui ne veulent pas, un jour, payer le prix de leurs actes criminels et politiques ruineuses et désastreuses pour le pays. Ceux-là agissent dans le cadre d'un plan.

Un scénario bien stupéfiant, diaboliquement imaginé dans les bureaux des officines obscures d'Alger la blanche, dont l'application a commencé, et son rythme dépendrait de plusieurs facteurs locaux et nationaux et des urgences qui se dressent devant le pouvoir.

Mais les résistances héroïques multiformes, autant fermes que mesurées, de la communauté mozabite ont su faire face jusqu'à présent au machiavélisme du pouvoir qui s'est couplé à l'inculture de ses suppôts.

Mais comment et pourquoi cet acharnement du pouvoir à l'encontre spécifiquement de la communauté mozabite appuyé par les suppôts de la communauté arabe autochtone ?

II- De quoi la haine des Mozabites est-elle le nom ?

- **Aspects économiques :**

Le M'zab, à l'instar de toutes les régions d'Algérie a connu et subi après l'indépendance les profonds impacts des différentes politiques et programmes de développement local et nationale. Outre une avancée indéniable (qui pourrait être qualifiée de très insuffisante aussi par rapport aux opportunités existantes et aux énormes gaspillages induits) en matière d'infrastructures économiques et socio culturelles, des distorsions criardes et des processus de gestion populistes, générateurs de comportements rentiers sont apparus.

Ils engendrent des positionnements sur le plan politique basés sur le clientélisme, la course aux privilèges du système et au statut social induit. Ils sont soutenus par une politique d'uniformité de la pensée, de rejet de toute voix discordante et critique, de dictature de la pensée unique, de folklorisation des diversités culturelles, et de bannissement des différences sociologiques, culturelles et identitaires, d'exclusion des compétences, et

d'institutionnalisation de l'idéologie des violences institutionnelles, politiques, culturelles,...

C'étaient les conditions nécessaires pour asseoir l'hégémonie politique du jeune régime. Cela avait engendré aussi son corollaire de frustrations, de mépris, d'exclusions, de contradictions et d'animosités sociales, mais aussi d'arbitraire, d'emprisonnement, d'enlèvement, de confiscation des biens, de répression policière, de torture...

Si sur le plan économique la communauté mozabite a pu échapper aux pièges de la rente et du clientélisme politique en s'assurant, aux termes de sacrifices surhumains, une base économique, industrielle et commerciale, qui faisait du M'zab la plaque tournante de tout le Sud, et surtout un sérieux interlocuteur commercial vis-à-vis du Nord, ce qui a engendré une relative accumulation et l'élévation du niveau de vie global; par contre, sur le plan superstructurel elle a vécu profondément les affres de la politique de l'exclusion, de la sous estimation et du mépris.

Des tentatives d'étouffement des structures et institutions communautaires ont été menées, outre les pressions continues, et particulièrement l'alimentation récurrente de la crainte de toucher au rite, aux mosquées, aux habous et biens wakf, aux medersas et instituts coraniques, à l'organisation sociale de la communauté mozabite. Cela frise le chantage. L'épée de Damoclès permanente sur la tête de la communauté.

En tous cas, le pouvoir politique ne pouvait s'accommoder de cette émancipation économique source de son autonomie "institutionnelle" par rapport aux référents de base de l'époque : la primauté en tout de l'idéologie du FLN, c'est-à-dire l'inféodation totale au pouvoir et l'effacement de toutes différences.

Pour la communauté arabe autochtone par contre, ses élites, sur le plan économique, étaient tournées principalement vers le Grand Sud à travers un éventail d'actions liées au commerce, le transport et à partir des années cinquante les activités entourant l'exploration puis l'exploitation pétrolière par la France. De grandes fortunes ont été accumulées mais sans effets sur la grande masse de leur communauté.

La richesse n'est pas considérée sous l'angle de la mise en branle des capacités dynamiques de la communauté. Le processus d'accumulation sociale ne s'est pas opéré faute d'apprentissage historique de la culture d'entreprise. La culture dominante au sein de cette communauté se résume dans ce dicton populaire fort évocateur de l'état d'esprit dominant et structurant de la vie sociale qui dit : *القطران والزلط ليه السودان"" الجرب ليه*. Il traduit à ce jour encore la tendance dominante, en dépit de quelques exceptions qui n'ont pas fait d'émules, du recours à l'informel, et l'absence ou l'incapacité d'auto-développement et donc d'accumulation de richesses à l'échelle communautaire. Leur classe moyenne était à un stade d'ascendance inachevée.

Les élites de cette communauté n'entrevoient pas de perspectives à partir de leurs propres énergies; pourtant l'expérience vivante du sacrifice surhumain de l'homme mozabite pour créer dans "le désert du désert" une civilisation qui force l'admiration, outre sa rapide entrée en force dans la sphère de la production industrielle, étaient devant elles un modèle qui devrait plutôt

inspirer.

texte

Rostom El Djazaïri Ghardaïa, Janvier 2015

P:END motk

VOIR AUSSI

- 2eme partie de la contribution
- 3eme partie de la contribution

aussi col-1

- 4eme partie de la contribution

aussi col-2

De la responsabilité du pouvoir algérien Dans la crise du M'zab (Partie 2)

P:END

P:START

le 08.07.15 | 14h31 P:END **Réagissez** P:START

P:END

Imprimer Envoyer à un ami Partager

P:START

Metlili, ville berceau des Chaambas, (la plus grande tribu de la communauté arabe autochtone,) située à 40 km seulement de la vallée du M'zab, vivait dans une léthargie totale, et ses habitants n'entrevoient de perspectives qu'à travers principalement (on parle des lourdes tendances) deux solutions :

1- Intégrer le M'zab où en tous cas de grandes opportunités s'offrent à eux : le travail, l'habitat, l'accès à la vie décente pour ceux qui se sacrifient et même à la richesse. Le processus n'est pas linéaire, mais il est palpable. C'est ainsi que leur mot d'ordre à l'époque était très significatif : "il faudrait mieux posséder un gourbi à Ghardaïa qu'une grande palmeraie à Metlili." C'est la grande ruée vers la vallée du M'zab avec comme zone d'implantation principale : Théniet el makhzen et Hadj Messaoud -Dadda Ali, devenus d'immenses quartiers ceinturant la ville de Ghardaïa, avec tout son corollaire de déracinement, de difficultés d'adaptation liées au difficile passage de la vie semi-nomade à la vie citadine, de promiscuité, de sous emploi par manque de qualification, etc....

2- La course à la rente et aux privilèges du système, usant et abusant des titres liés à la cause sacrée de la lutte de libération nationale, accaparant dans une course effrénée les structures jouissant d'hégémonie politique (à

Metlili, mais aussi au M'zab) en l'occurrence le parti unique et les organisations de masse, particulièrement celle des Moudjahidines, ainsi que les établissements publics de production et de commercialisation des produits sous monopole de l'Etat, source de bien être et d'enrichissement rapide et sans effort pour certains.

Cette absence de perspectives et d'auto-développement interne, résultat de l'absence de culture de développement économique et de solidarité sociale se perpétuent à ce jour en dépit des évolutions des possibilités offertes les dernières décennies, durant lesquelles les entreprises créées, outre celles liées à l'informel, sont particulièrement centrées dans le domaine du bâtiment et ses activités connexes, des travaux publics et accessoirement de l'hydraulique, et de quelques services. Elles sont toutes liées et dépendantes de l'Administration en tant que pourvoyeuse des marchés. Il y a une connivence avec l'Administration locale de la wilaya de Ghardaïa (que cette communauté a totalement accaparée) et des liens bien entretenus à l'échelle d'autres wilayas du Sud et au niveau central. Ces nouveaux riches sont dépendants du système politico-économique en place et deviennent obligés de servir plutôt les multiples réseaux de ce système que de servir le développement de leur communauté, exclue et abandonnée à son sort. Dans ce cadre, il y a lieu de relever que Metlili, ville des Chaambas, dispose d'une grande zone industrielle quasi-vierge.

Zelfana, sise à soixante km de Ghardaïa, habitée aussi par les Chaambas, est une station thermale de renommée, en état d'abandon, alors que bien prise en main, elle aurait pu faire vivre décemment l'ensemble de la communauté chaambie.

Cela a engendré de flagrantes contradictions sociales et une exacerbation des frustrations au niveau de la grande masse chaambie de la communauté arabe autochtone. La nouvelle caste accaparant les commandes de cette communauté (quelques élites économiques, rentières et politiques), garante de la représentation politique et idéologique du régime et son socle au niveau du M'zab, devait, en s'appuyant sur ce dit régime, s'ingénier à gérer ces frustrations. Mais, cette caste n'ayant, comme explicité ci-dessus, aucune perspective à offrir faute d'auto-développement, a laissé les jeunes s'abandonner à leurs penchants. Elle n'attendait que ce que peut donner la vache à traire ; elle craignait pour ses privilèges et ses positionnements carriéristes. Leurs intérêts politiques et idéologiques (du régime et de ceux de la nouvelle caste de la communauté arabe autochtone) deviennent liés et s'autoalimentent.

Les éléments de cette nouvelle caste deviennent dès lors **les suppôts du pouvoir**. (C'est le terme, tel qu'il vient d'être défini ci-contre, que nous avons repris tout au long de ce document.)

- **Manipulations des suppôts :**

Le pouvoir politique soucieux de sa stabilité, surtout dans cette région d'Algérie d'une grande sensibilité, le M'zab, une spécificité particulière, une différenciation qui le distingue, d'une relative "autonomie" économique et organisationnelle de sa communauté comme mentionné ci-dessus, mais que ce pouvoir ne pouvait s'en accommoder ni l'admettre, a pu, sans s'y impliquer directement, trouver la solution miracle usuelle, la recette la plus

vieille du monde, d'orienter les frustrations des autres dans la direction de la communauté mozabite, désignée responsable de l'enrichissement sur leurs dos, et d'embourgeoisement exclusif. Le pouvoir et ses suppôts de la communauté arabe autochtone orientent ces frustrations vers l'anti mozabisme, comme si, ce sont les mozabites qui en sont la cause.

En réalité, les mozabites, ont-ils empêché, un jour, quelqu'un de se réaliser ? En outre, le pouvoir échaudé, soucieux de son image, ne s'impliquait pas directement dans cette démarche d'exclusion et de stigmatisation, comme il l'avait maladroitement fait lorsqu'il a tenté, dès les premières années de l'indépendance, de disqualifier Cheikh Bayoud, alors leader de la communauté mozabite et son autorité morale.

Il est utile d'ouvrir ici, une parenthèse, pour rappeler que, lors de ces derniers événements de 2014, le cheikh Bayoud, a été fortement vilipendé, encore une fois, par les suppôts de la communauté arabe autochtone, sans aucun égard, ni retenue, éructant d'insolentes diatribes qui dénotent d'une haine exécrationnelle vis-à-vis d'un érudit religieux, et de l'ignorance assumée de sa contribution historique, spécifique, claire et notoirement reconnue du rejet du maintien du rattachement du Sahara algérien à la France, appuyant de la manière la plus catégorique la position du FLN.

La position des suppôts de la communauté arabe autochtone s'inscrit en réalité dans la logique de l'anti-mozabisme résultante de ses choix rentiers nécessairement et objectivement à la solde des dictées ordonnées par le pouvoir qui agit donc par procuration pour ne pas s'y impliquer.

Voyons les faits : A l'indépendance du pays, Le pouvoir politique d'alors avait, en date du 13.10.1964, enlevé et séquestré le cheikh Bayoud, puis l'avait emprisonné arbitrairement et sans aucun procès, durant quatre vingt (80) jours environ, dans la prison d'El Harrach après un passage à la "Maison du Palmier" sur les hauteurs de Bab el Oued.

Une fois libéré, il ne put rejoindre immédiatement le M'zab. Le pouvoir lui avait confisqué ses biens, y compris sa maison familiale, (avant de les lui restituer par la suite), et l'avait assigné à résidence. Ses prêches religieux à la mosquée ainsi que ses cours du "tafsir complet du coran" furent suspendus. Tout un chapelet de pressions, des atteintes flagrantes à sa dignité, et des intimidations ininterrompues, et ce jusqu'en 1976.

Le cheikh, membre élu du premier comité directeur de l'Association des Oulémas, ex ministre de l'Exécutif Provisoire, homme religieux et politique d'envergure, de forte personnalité, de grande intelligence et expérience, était soucieux, à la veille de l'indépendance, de la légalité pour garantir l'examen de passage pacifique du Pouvoir en Algérie. La crise de l'été 1962 était là : notre jeune pays se trouvait au bord de la dislocation et du chaos.

Le cheikh Bayoud, à l'instar d'autres dirigeants nationalistes n'avaient pas appuyé la confiscation du pouvoir. Et comme ceux qui l'avaient clairement condamnée (cette confiscation), ont tous subi la répression, les emprisonnements et/ou l'exil. Ce n'est pas un hasard qu'un Ferhat Abbas avait rendu visite au cheikh dans sa ville natale en 1964, (année de l'emprisonnement du cheikh), durant laquelle le premier président de l'Algérie combattante, déjà démissionnaire de la présidence de l'assemblée nationale, déchu et mis à l'index, a reçu un immense accueil populaire, le

cheikh Bayoud en tête. N'était ce pas, de la part du cheikh, un défi de trop pour le pouvoir ?

Le cheikh est fondamentalement victime de ses choix pour la légalité et le refus du diktat des armes et des schémas politiques imposés. D'autres personnalités politiques et religieuses, et elles étaient malheureusement fort nombreuses, ont subi le même sort. Nous citerons le cas de trois personnalités de bords différents : Mohamed Boudiaf, le premier coordonnateur du FLN naissant, emprisonné dans le sud algérien puis exilé ; comme d'ailleurs Ferhat Abbas, prisonnier au Sud avec confiscation des biens et passeport ; et le cheikh Brahimi, président de l'Association des Oulémas mis en résidence surveillée jusqu'à son décès en Mai 1965. C'est dans ce contexte, et par rapport à ce contexte qu'il y a lieu de situer les atteintes politiques et morales à l'encontre du cheikh Bayoud. Il a été arbitrairement malmené pour ses positions politiques post indépendance. Ici, au M'zab, les suppôts du pouvoir de la communauté arabe autochtone, dans leur logique de confiscation des instances politiques locales pour asseoir à tout prix leur domination et celle de leur communauté, ont dans un premier temps, joué le mauvais rôle en taxant le cheikh d'ennemi des orientations politiques du pays (il fallait plaire tout d'abord). Puis profitant de la disqualification du cheikh par le pouvoir anti démocratique de l'époque pour les raisons sus évoquées, ces suppôts ont tenté dès lors de préfabriquer des accusations de trahison. Ils cherchaient à le briser politiquement et définitivement, avec à l'évidence le consentement d'un pouvoir qui sait apprécier le travail des prédateurs, à travers la remise en cause de son statut de leader incontesté de la communauté mozabite.

La culture de la légalité et la culture de la démocratie ont été foulées aux pieds. La lutte de ces suppôts de l'anti démocratie pour l'accaparament des instances locales au M'zab, dans le sillage du despotisme du pouvoir central, vise la stigmatisation de la communauté mozabite, communauté qui a démontré à travers son long parcours historique ses capacités et ses apports généreux et ses répulsions de la position d'éternel assisté que ces suppôts recherchent.

Que ces gens courent derrière la rente, ils ne sont pas les seuls; mais c'est leur anti-mozabisme qui pose problème. Il devient source de haine et des violences.

Face donc à la montée des revendications et des luttes sociales et politiques au

niveau du M'zab, le pouvoir répond par la culpabilisation et la division communautaires, sève nourricière des violences communautaires.

A vrai dire, si cette démarche s'appuie aussi sur d'anciennes frictions et pesanteurs sociologiques entre les communautés arabe autochtone et mozabite liées à des évolutions, des modes de vie et des expériences historiques fondamentalement différents, la base populaire arabe ne s'était pas impliquée dans cette logique durant la première décennie post - indépendance et ce pour de multiples raisons. Le processus du rejet brutal de la communauté mozabite a été un processus graduel, évolutif et globalement lié à l'intensité des frustrations sociales et économiques, au degré de rétrécissement du système classique de la rente, à l'approfondissement de la crise globale à l'échelle nationale et ses

répercussions au plan local, à la saturation des capacités du M'zab, et politiquement au niveau de l'évolution des acquis démocratiques dans le pays. Les haines étaient beaucoup plus exprimées et mises en avant, dans un premier temps par les suppôts sus indiqués, poussant et accentuant, sous l'impulsion du pouvoir local et central, et sous l'effet de la crise politico-économique de plus en plus dûment ressentie par les bases populaires, la haine du mozabite et donc sa stigmatisation.

Le pouvoir a, grâce à la contribution de ses suppôts, réussi son pari d'orienter la haine vis-à-vis du pouvoir, responsable de la situation de détresse de la base populaire de la communauté arabe autochtone, vers la haine de la communauté mozabite, avec évidemment des nuances en fonction des périodes et des conjonctures.

- Echanges inter-communautaires :

En réalité, durant les siècles de vie commune, dans la vallée du M'zab, entre la communauté arabe autochtone, composée essentiellement des tribus des Chaambas, (la plus importante en nombre et influence), des M'dabih, des Beni Merzoug et autres, et la communauté mozabite, il n'y a pas eu un front arabe contre un front mozabite; l'Histoire à notre humble connaissance n'a pas signalé un tel cas. C'est l'actuelle crise (2013-2014-2015), que nous qualifierons d'historique, que pour la première fois un tel scénario se produise, et à l'échelle de tout le M'zab (à l'exception d'El Atteuf).

C'étaient globalement des guerres entre deux camps, où au sein de chaque camp les deux communautés étaient représentées. C'était là des jeux d'alliances plus ou moins structurés, de guerres de çoffs ; et plus ou moins conjoncturels lorsqu'il s'agit d'intérêts de groupes, de fractions, de cités, ou fraction de cités. Ces guerres éclataient aussi entre les tribus arabes autochtones, dont nous citerons la grande fitna, dans le passé, entre les Chaambas et les M'dabih sur des questions d'espaces de pâturage dans les alentours de la chebka du M'zab.

Sur la base de ces données historiques, nous pouvons affirmer qu'il n'y a jamais eu de conflit ou guerre sur une base religieuse ou déclarée comme telle entre malékites-ibadites.

Par contre, des exemples édifiants de solidarité et de complémentarité ont été rapportés, comme les accords conclus ou les conventions établies entre les mozabites et les tribus des Beni Merzoug, des M'dabih et des Chaambas, définissant les conditions de leur intégration dans la Cité, leurs devoirs et leurs droits. Les Beni Merzoug étaient répartis sur certaines fractions mozabites et bénéficiant même jusqu'aux premières années d'indépendance des solidarités sociales que recevaient les membres mozabites. Avec les Chaambas, c'est l'expérience originale, enrichissante mais inaboutie d'échange de familles entre le k'sar mozabite d'At M'lichet (Mélika) et Métlili des Chaambas avec comme corollaire le rôle essentiel des mozabites dans la construction du k'sar de Metlili et le développement de sa palmeraie.

En outre, des études mentionnent, par ailleurs, le "congrès" des commerçants mozabites d'Alger de 1642 durant lequel les commerçants mozabites et les malékites du M'zab et ses environs (particulièrement les Chaambas et M'dabih) se sont entendus sur l'organisation de caravanes

mixtes d'Alger vers le M'zab et retour, leur participation aux réunions de la Djemaâ mozabite à Alger, l'entraide entre les parties, et la venue en aide aux nécessiteux dans leur retour au bled.....

A l'indépendance, les crispations communautaires s'accroissaient sous l'effet des retombées des luttes pour le pouvoir au niveau central, et particulièrement les luttes autour de l'axe démocratique (comme rapporté auparavant) et les luttes autour du projet d'option de développement économique et d'ouverture politique de l'Algérie : "socialiste" ou libérale, prenant au niveau local, bien que d'une manière assez confuse, les contours de positions communautaires.

C'étaient néanmoins des positions des élites qui s'affrontaient au sein du FLN et de ses organisations satellitaires, où le dessus fut du côté des suppôts de la communauté arabe autochtone du système dominant, qui glissaient de plus en plus vers la dégustation délectable des privilèges acquis et attendus des surenchères qu'ils affinaient sur les "désastreuses conséquences" de l'influence des mosquées, des médersas et Azzabas sur la société mozabite (voir à ce sujet le fameux rapport de la Fédération FLN de Ghardaïa de 1967 qui incriminait avec force ces institutions, et le rapide envoi, à cet effet, par Alger d'une commission centrale d'enquête présidée par le cheikh Kheireddine. Le rapport de cette commission d'enquête indiquait clairement dans ses conclusions, le fondement subjectif des problèmes et litiges soulevés par le rapport de la Fédération, qui sont le résultat de comportements de certains des affiliés au Parti qui cherchaient, en son nom, à s'accaparer tous les centres d'influence au M'zab y compris sur le domaine religieux. Ces affiliés, sous prétexte de l'application des orientations du Parti, tentaient de mettre un terme aux us, coutumes et pratiques religieuses locales.

Le rapport mentionnait également le comportement de certains de ses responsables (du Parti) marqué par l'arrogance, l'absence de souplesse et la juste appréciation des situations.

Il faisait mention aussi de l'absence chez les Mozabites de toute idée de séparatisme ou d'atteinte à la souveraineté nationale et relevait la sagesse et l'attitude mesurée des habitants du M'zab.

Cet extrait du rapport du cheikh Kheireddine est fortement édifiant :

«... **ceux** incapables de construire préfèrent la facilité de détruire »).

La communauté mozabite commençait dès lors à ressentir de réelles pressions, mais continuait imperturbablement à "suivre son bon chemin" de la participation active à l'édification du pays et son développement. Des personnalités influentes de la communauté arabe autochtone ont suivi le même chemin de l'investissement, tandis que d'autres plaçaient leurs fortunes entre les mains propres de mozabites pour les fructifier. Des ponts d'échanges et de complémentarité à une échelle élevée commençaient à surgir, confortant les rapports déjà existants au niveau des métiers et marchés populaires entre artisans, différents métiers, commerçants, agriculteurs, maquignons....

En dépit des quelques accros, des hauts et des bas, et certaines expériences malheureuses, les deux communautés tentaient de consolider leur rapprochement. Les actions d'entraide et de solidarité n'ont pas cessé. Les relations humaines et sociales étaient réciproquement acceptables et

respectables y compris dans les quartiers dits mixtes. Le bon voisinage y régnait. En outre, des actions communes sont menées. Ainsi, pour la réalisation du premier centre de dialyse à Ghardaïa, les contributions financières parvenaient des deux côtés. Les apports financiers et matériels des Mozabites à la réalisation de mosquées pour les malékites sont nombreux et conséquents en dépit de ces salafistes qui déterrent les haches de guerres religieuses qui n'existent que dans leur imagination. C'est le même comportement pour les mariages collectifs pour lesquels les sollicitations des mozabites ont reçu des réponses bien favorables. En outre, beaucoup de Mozabites accomplissaient des prières communes avec les arabes autochtones. Lors de leurs déplacements au Nord, surtout pour des soins, les mozabites leur accordaient l'aide, l'assistance et la sollicitude exigées.

Même durant ces derniers événements, et au cœur des affrontements, des exemples d'un extraordinaire humanisme ont défié les ignobles atrocités. Nous nous limiterons à deux cas uniquement, pour citer ce mozabite qui, dans le feu de l'action, a frayé pour son voisin, un arabe, un chemin pour le "sauver de la mort", un arabe enseignant universitaire qui en avait, les yeux humides de larmes, témoigné lors d'une émission télévisée, (durant laquelle, nous devons à l'obligation de ne pas passer sous silence ses appréciations malsaines, qui n'honore pas son titre d'enseignant universitaire, liées à la "justification" honteuse et anti républicaine et en direct de l'incendie des quatre premiers magasins de Théniet el makhzen -d'avant la grande opération- (aspect non relevé par les participants et les animateurs), ainsi que ses propos inconsistants sur l'absence de mariage mixte entre communautés). Nous citerons en outre, le cas de cet arabe qui, voyant des jeunes de sa communauté commencer à défoncer les portes, incendier les habitations de leurs voisins mozabites et les agresser physiquement, a eu ce magnifique geste de demander à son épouse de faire immédiatement évacuer par la terrasse vers son domicile ses voisins mozabites (leur mari et père étant absent, travaillant au Nord du pays) pour les sauver vers son second logement situé dans un lointain quartier paisible. Les fondements de la coexistence sociale et de l'entraide humaine tenaient encore bien, même sous le feu brûlant de la violence aveugle et haineuse.

III- Repères historiques :

- Evènements de 1985 :

Le premier grand clash a eu lieu durant le ramadhan de 1985 entre les mozabites de Ghardaïa et les M'dabih. C'était sous l'ère Chadli, caractérisé par le glissement, après les années de l'omniprésence du pouvoir fort et intransigent de Boumédienne, vers la déliquescence de l'Etat. L'année 1985 représentait aussi l'année d'annonce de la grande crise économique en Algérie durant laquelle le niveau de la cagnotte des devises a déjà atteint la côte d'alerte rouge, et les importations du pays s'effectuaient avec le recours aux crédits fournisseurs à des taux d'intérêts exorbitants, enfonçant donc davantage son endettement, outre les taux élevés des assurances à l'exportation des pays fournisseurs pour couvrir leurs risques, grevant les prix d'acquisition.

En outre, le recours durant la première moitié des années 80 du siècle dernier aux importations de masse des produits et équipements électroménagers et des produits de consommation (PAP Programme Anti Pénurie) après des années d'interdiction et de frustrations ont suscité de forts engouements au niveau populaire engendrant d'énormes dépenses qui ont érodé ses revenus.

Aussi, dans le cadre des dispositions portant mise en valeur des terres, et l'encouragement de l'Etat à l'agriculture saharienne, des parcelles ont été attribuées à des Mozabites, ainsi d'ailleurs qu'à des M'dabih de la commune de Daya, dans le périmètre appelé Laâdira. Ce périmètre est mitoyen de Daya, mais il est en même temps situé dans le prolongement naturel de la palmeraie de Ghardaïa. Cette décision n'a pas été admise par les mandataires et le lobby sectaire des M'dabih. En réalité, ils refusent la venue de Mozabites "accaparer leurs terres" car situées dans ce qu'ils considèrent comme leur espace vital. Ils craignent de subir la concurrence des Mozabites en matière agricole, et par conséquent le rétrécissement attendu du quasi monopole des M'dabihs sur le marché des légumes produits localement, source principale de leurs revenus, outre l'élevage pastoral.

Encore une fois, au M'zab, le foncier devient un enjeu capital animé par les enjeux économiques et socio-culturels dont il devient le réceptacle. Faute de régulation et d'anticipation de ces enjeux, en l'absence de l'Etat fort et entreprenant, ces enjeux poussent aux violences communautaires, au lieu et place des luttes et revendications socio-économiques et politiques en direction du pouvoir censé gérer la société dans ses différentes composantes et assurer la prise en charge de ses préoccupations.

Le pouvoir représentant l'Etat est en première et dernière instance le premier responsable de ces violences. Ainsi, outre la crise économique qui pointe, ces enjeux ont été exploités pour faire violemment réagir le peuple abusé des M'dabihs, pour lesquels le mozabite est désigné comme point de fixation, celui qui va être la source de leur appauvrissement.

Dans ce cadre, des attaques et saccages ont eu lieu. L'horreur s'est pointée avec fracas avec son lot de destructions, d'incendie des exploitations, des animaux éventrés et tués et, par extension, des magasins et biens des mozabites incendiés en plein ville transformée en champ de bataille. Les M'dabihs avaient en quelque sorte déjà étalé, en ce temps là, un vif et bref aperçu des capacités de violence et de nuisance enfouies auxquelles ils peuvent, sous la direction et l'impulsion de leurs suppôts manipulateurs, sans retenue, sans égard aucun, sans discernement y recourir. C'était un scénario à une échelle réduite de ce qui se reproduira en grandeur nature vingt huit ans après (soit à partir de fin 2013) dans toute la vallée du M'zab. Cette violence stupéfia les mozabites, attendu que sous l'Etat national la violence communautaire ne pourrait exister et s'exprimer avec autant de force pour la solution de problèmes qui relèvent de son autorité. Croyance naïve en l'Etat de Droit ?

L'un des premiers pionniers de ces exploitations, Kacem CHEKEBKEB tomba en chahid. Il fut atrocement torturé et mutilé. Ce fut en 1985.

Aussi, le premier martyr mozabite des évènements actuels (2013-2014-2015)

est tombé sous leurs mains assassines à Touzouz lors de leur attaque en règle de ce quartier ; quartier, encore une fois, qui pose problème pour eux car directement mitoyen de leur localité Daya. Aussi, le périmètre bien précis de Laâdira (cité auparavant lors des événements de 1985) subira encore une fois la même furie incendiaire et destructrice avec cette fois-ci le "soutien" complice et affiché de certains groupes des forces de gendarmerie.

La culture du Droit, du bannissement de la violence et le socle de la garantie de leur application sur le terrain des réalités à travers l'exercice de l'autorité de l'Etat dans toute son impartialité

n'ont pas évolué d'un iota durant toute cette période, en dépit des dramatiques événements (Octobre 88 et décennie rouge) qui ont ébranlé l'Algérie toute entière, dont le M'zab.

Encore une fois, c'est l'absence de gouvernance de ce grand pays, l'absence d'anticipation et de gestion prospective et la limitation du rôle du pouvoir à seulement assurer sa régénération, qui assurent la reproduction de plus en plus dramatique des scénarios décrits ci-dessus. La violence communautaire devient le réceptacle qui éponge la lutte sociale et revendicative; l'inverseur de cible. Le pouvoir "joue sur du velours."

Mais cette politique de démission et de gestion archaïque si payante pour le pouvoir au niveau du M'zab a coûté par ailleurs très cher à l'Algérie qui a été surprise par l'ampleur des événements d'Octobre 1988.

- **Le M'zab après 1988 :**

A partir de cette date symbole, et dans toute l'Algérie, les ressentiments, les étouffements et les brimades choquantes, profondément vécues par les masses populaires vont faire éclater la chape de plomb. Les dénonciations du régime et les violences verbales qui en découlent se transforment en programme politique superbement agencé et édulcoré par la phraséologie religieuse d'un parti qui voulait à tout prix le pouvoir, le pouvoir seul. En face de lui, le régime même affaibli tenait bien et sans partage le pouvoir, tout le pouvoir. L'Algérie entière est prise dans la tourmente de ce dilemme insoluble et imposé. Pour choisir l'un des deux, le pays était contraint d'aller à des élections qui avaient davantage aggravé la crise. Les événements qui ont suivi sont des plus dramatiques pour le peuple et le pays entier.

Le M'zab pensait pouvoir y échapper en se frayant sa propre voie, croyant que l'ère démocratique a bien commencé. En présentant ses propres listes, tout en osant soutenir d'autres listes partisans (PRA par exemple) aux élections locales, la communauté mozabite a subi, dans une alliance sacrée, surprenante et "presque contre nature", les foudres des anciens suppôts du pouvoir de la communauté arabe autochtone qui continuent néanmoins à résister aux assauts du nouveau parti, mais aussi de ses nouveaux maîtres, conquérants et décidés, qui empruntent aux premiers cités, leurs méthodes punitives et leur dirigisme outrancier.

C'est la ville de Berriane, une des sept cités du M'zab, qui a concentré et laissé exploser les fortes tensions qui s'exprimaient. Mené par le nouveau parti en lice en 1990, et l'appui des suppôts vaincus mais revanchards, et sous le couvert de marches de protestation et de dénonciation des résultats des élections à partir d'une mosquée, sous les cris "d'Allah Akbar", des

expéditions punitives et des agressions ont été menées à l'encontre des mozabites, leur reprochant ainsi leurs choix démocratiques. De sanglants heurts intercommunautaires ont dramatiquement coûté la vie à deux mozabites.

Cela met en relief :

- la grande sensibilité du M'zab aux événements se déroulant au niveau central, mais aussi
- la triste profondeur de la assabia et la haine anti mozabite des élites de la communauté arabe autochtone qui transcendent leurs propres clivages politiques pourtant si importants, du moins en apparence,
- la nature anti démocratique des tenants de ces deux partis et précisément des suppôts du pouvoir et des nouveaux maîtres qui veulent suppléer ces derniers. Tous les deux refusent le choix libre de la majorité. Le choix devrait demeurer entre eux.
- la responsabilité du pouvoir et de ses représentants locaux qui n'ont pas été à la hauteur de la gestion de ces graves événements. Ils n'ont pas fait preuve d'anticipation, et n'en ont pas tiré les conclusions qui s'imposaient. Bien au contraire, tout porte à croire qu'ils veulent que ces événements les confortent dans leurs thèses : sans eux point de salut. C'est pourquoi les manœuvres de coulisses et les manipulations ne sont peut être pas étrangères à ces événements. Quelques années plus tard, des affrontements encore plus sanglants et étalés sur plusieurs années vont avoir lieu.

Nous ne pouvons aborder ici dans le détail, le volet hautement dramatique et cyniquement violent des affrontements meurtriers, à partir de 2008, de la grande cité de Berriane qui a de nouveau subi, seule, dans l'isolement et le relatif désintéressement local et national, des années entières de terreur et d'horreur durant lesquelles les gens d'ici et d'ailleurs ne se contentaient que de plaintes fatalistes et de soupirs angoissés. En tous cas l'expérience de Berriane est un chapitre qui est de nature tout a fait identique aux événements de Ghardaïa et de la vallée du M'zab de tout point de vue, avec à l'évidence des acteurs, des points de départs et des trames différents, des problématiques qui se ressemblent et un fondement qui nous paraît être toujours le même : la mise au pas par le Pouvoir de la communauté mozabite, et lui faire payer le prix de ses "égarements démocratiques" en instrumentalisant ses suppôts de l'autre communauté, pour mettre en branle la machine des divisions, puis des violences communautaires, tout en demeurant soft.

A Berriane, dans les années 2000, comme en 1990, le libre choix de la communauté est à bannir. Le choix du parti du Rassemblement pour la Culture et la Démocratie (RCD) lors des élections locales n'est pas admis par le pouvoir. Les suppôts de la communauté arabe autochtone ont été ameutés et sous des prétextes presque fortuits les scènes de violence éclatent. Ce cycle de violence a été accompagné et non traité. La communauté mozabite entière devra chèrement payer ses choix, du moins le choix d'une partie d'entre elle.

L'émancipation démocratique n'est pas encore à l'ordre du jour au M'zab. Le

pouvoir semble craindre pour le M'zab "la contamination kabyle". Pourtant le RCD, comme le FFS (source des problèmes de Ghardaïa semble-t-il) sont jusqu'à nouvel ordre des partis agréés qui agissent dans le cadre de la légalité républicaine. Il a été fort dommageable et très chèrement payées les incompréhensions et la non capitalisation à temps de la douloureuse expérience de Berriane qui depuis 2008 continue à ce jour. Mais les récents événements de Ghardaïa et de toute la vallée du M'zab vont y apporter un éclairage certain. Les zones d'ombres se sont globalement dissipées.

- **Problèmes socio-économiques du M'zab :**

Ainsi, vint huit ans après le ramadhan rouge de Ghardaïa (événements du ramadhan de 1985 cités ci-dessus), et après les sanglants heurts de Berriane sus évoqués, et ceux de Guerrara (une autre cité du M'zab) de 1975, puis de 1989 et de 2013, de multiples affrontements dans plusieurs localités (Beni isguen - Théniet el makhzen ; Melika - théniet el makhzen ; Ghardaïa - Mermed -Ain Lebeau-Bouhraoua...) et ce particulièrement depuis le début des années 2000, et qui se sont gravement multipliés au fil des ans pour plusieurs raisons qui nécessitaient l'obligante intervention des services de l'Etat, nous relevons leurs non prises à bras le corps, et l'insuffisance du suivi. Des demi- solutions et des reports de décision dénotant d'une absence de volonté ferme de prise en charge, comme si ces problèmes ne concernaient pas les autorités responsables. Pourtant c'était un ensemble de problèmes concrets liés principalement :

- Au foncier:

* Absence d'une politique de gestion de ce volet, pourtant crucial du fait de la totale saturation de la vallée du M'zab et ce depuis fort longtemps. Les politiques et programmes de décongestion de l'espace urbain existant ont été menées soit dans l'hésitation et l'indécision qui ont longtemps retardé les projets, soit dans la précipitation qui n'assure pas leur maturation, outre la prééminence de l'approche bureaucratique. L'exemple édifiant demeure la première cité d'Oued Nechou, un îlot de logements implantés en plein désert inhabitables durant plusieurs longues années, alors que la crise du logement était à son comble.

* Absence de lotissements pour l'auto construction qui a poussé les jeunes à envahir tous terrains proches, sans se préoccuper de la nature de leur propriété juridique avec les conséquences attendues : affrontements entre jeunes et forces de l'ordre, et le plus souvent entre jeunes des deux communautés. En outre, cette situation de blocage de distribution de terrains qui perdure est à l'origine de création ou tentative de création de lotissements de fait, engendrant des tensions multiples. Les tentatives d'accaparament de terrains à bâtir ne s'arrêtent pas, et les heurts aussi. Pourtant rien n'y fut.

* L'absence de délimitation concertée et d'affectation de terrains pour la création de nouveaux cimetières et/ou l'éventuelle extension de certains ; Cette question était à l'origine de multiples incidents et demeure encore pendante.

En outre, les problèmes sociaux s'aggravent au niveau de tous les secteurs: Le problème des coupures d'électricité qui trainait depuis des lustres, n'a

connu de solution que lorsqu'il est devenu ces deux dernières années un problème national. L'alimentation sélective en eau potable (certaines cités sont alimentées 24h/24, pendant que d'autres, moyennes de ces cités privilégiées et situées dans le centre urbain de la vallée ne sont alimentées et irrégulièrement, que durant quelques petites heures, et faute de pression, l'eau n'arrive pas à couler du robinet lorsqu'il est situé à un mètre environ du niveau du sol) et les coupures totales de plusieurs jours sont courantes. La surcharge intenable des classes au sein de la plupart des établissements éducatifs des différents échelons, outre le désengagement des administrations concernées en matière de prise en charge des besoins de chauffage, climatisation-ventilation, et autres besoins que les associations des parents d'élèves tentent tant bien que mal de les satisfaire à partir de contributions financières de parents; alors que la qualité des enseignements et de l'encadrement pédagogique et administratif est dans l'ensemble déplorable par rapport aux potentialités et l'héritage culturel de la région. Le domaine de la santé s'est dégradé au fil du temps avec l'apparition d'épidémies que nous croyons à jamais irradiées, alors que la qualité des soins et l'environnement hospitalier s'enfoncent chaque année dans la dégradation et le laisser faire. (A l'hôpital, comme au centre de maternité, ce sont des nuées sans fin de petits cafards qui frayent leur chemin entre les patients et les petits bébés dans l'acceptation totale de cette situation comme une fatalité admise).

En outre, après de multiples manifestations et heurts avec la population, la question de l'assainissement, de la remontée des eaux de la nappe, et le déversement des eaux usées dans le lit de l'oued M'zab, qui constituaient une catastrophe écologique et sanitaire, a connu une solution, bien que partielle encore ; elle nécessite encore un suivi particulier car des blocages importants persistent. D'autres secteurs enregistrent les mêmes difficultés : l'état des rues et ruelles à l'intérieur du tissu urbain, les routes inter cités de la vallée, absence de route surplombant le second versant de la vallée avec des bretelles de raccordements à ses différents quartiers et cités en vue de décongestionner le centre ville de Ghardaïa, la ville où un seul axe routier relie EL Atteuf à Daya, outre les routes et pistes agricoles. Dans le domaine agricole les manques à gagner pour les périmètres existants découragent les plus téméraires. Dans les TIC, le réseau internet et la téléphonie fixe enregistrent des perturbations multiples et continues. La culture demeure toujours le parent pauvre, alors qu'en matière sportive les associations s'adonnent au bricolage faute d'infrastructures de proximité. Il demeure fort déplorable que pour les dizaines d'équipes de football évoluant au niveau de l'espace du Touzouz, aucune attention ne leur soit accordée, (même pas de vestiaires).....

Ce sont ces multiples problèmes auxquels il y a lieu d'ajouter la "mal vie", le chômage, la bureaucratie étouffante, l'administration sélective, le mépris et l'absence de dialogue, l'inertie des responsables...qui ont jeté la jeunesse dans la revendication de la rue. La jeunesse de la communauté mozabite, conformément à ses traditions, privilégiait auparavant le contact, l'écrit et la sollicitude des responsables des secteurs à problèmes pour aboutir aux solutions recherchées. Mais, les réponses ne parvenaient pas et les

problèmes s'aggravaient. L'absence de réactivité des responsables exaspère les jeunes.

Dans toute l'Algérie, l'expérience des émeutes et des méthodes violentes a été payante. Les actions et démarches pondérées auprès des autorités ont prouvé leur inefficacité. Les gens avaient compris que pour aboutir à une issue positive à leurs revendications, il faudrait se déplacer en groupe dès le premier contact. Les méthodes évolutives des formes de luttes classiques sont tristement devenues inopérantes.

Ici, au M'zab, les structures traditionnelles et les hommes qui en sont issus n'ont pu s'adapter à ces méthodes, ni se mettre au diapason des besoins socio culturels et économiques et des aspirations pour plus de respect, de dignité et de reconnaissance de ses particularismes. La jeunesse mozabite de Ghardaïa (du moins une partie) s'est assumée et a choisi de nouveaux cadres d'activités pour y trouver à la fois des solutions et une vision. Le FFS, le Front des Forces Socialistes, émerge alors avec force sur la scène locale. Les jeunes mozabites qui y militaient ont su encadrer des actions d'envergure. Ce parti leur avait donné le cadre d'expression et d'action.

Des mouvements ininterrompus de protestations ont été engagés avec de plus en plus d'appui populaire. Aux élections locales de 2007, le FFS avait obtenu un score respectable. Alors que la communauté mozabite découvrait l'ampleur des luttes et des actions multiformes, pacifiques mais aussi très souvent frontales avec des heurts, des échauffourées et des affrontements avec les forces de l'ordre, suivis d'arrestations et d'emprisonnements, qui ont véritablement secoué et mis dans la stupeur une partie de la communauté non habituée aux phénomènes de violence d'où qu'elle vienne, l'autre partie appréciait néanmoins les résultats obtenus.

Mais depuis longtemps, les manipulations et le jeu des coulisses s'activaient, s'ingéniaient, et organisaient la contre offensive. Et comme pour Berriane avec le RCD, c'est aussi toute la communauté de Ghardaïa qui devrait payer le prix du soutien d'une partie de la communauté au FFS et du choix démocratique effectué.

Ainsi, pour les tenants du pouvoir, le prétexte est tout indiqué, et le faire valoir pour se justifier est trouvé, comme si, avant, il leur en fallait ! Alors les amalgames sont fort insidieux. La communauté devrait-elle répudier le FFS ou la démocratie, ou les deux à la fois ? Et la contrepartie ? La référence était-ce la période de l'après indépendance jusqu'à la décennie rouge ?

La grande Histoire a déjà enregistré les petites histoires douloureuses de cette période faussement calme. Nous en sommes des témoins sans le vouloir. En tous cas, c'est "bonnet blanc et blanc bonnet" ; et les tenants du pouvoir ont "la tête près du bonnet" : ils sont, dans tous les cas de figure, prompts à sévir.

Alors la réponse au "Que Faire" par les maîtres des coulisses tombe: C'est le temps du laisser faire et la recherche du pourrissement. D'ailleurs les autorités locales les avaient, selon beaucoup d'avis, excellemment bien appliqués. C'était une démarche bien pensée d'accumulation des haines et des violences, qui se sont davantage cristallisées ces quelques dernières années. Le prélude à des actions d'envergure, dont la date coïncidait avec la période de flottement pré-électorale pour le quatrième mandat présidentiel.

Un alibi de plus pour justifier la nécessaire stabilité et continuité du pouvoir en place, seul capable, selon eux d'assurer la maîtrise du pays.

texte P:END motk

VOIR AUSSI

- 1ere Partie de la contribution
 - 3eme partie de la contribution
- aussi col-1

- 4eme partie de la contribution
- aussi col-2

De la responsabilité du pouvoir algérien Dans la crise du M'zab (Partie 3)

P:END

P:START

le 08.07.15 | 14h44 P:END **Réagissez** P:START

P:END

Imprimer Envoyer à un ami Partager

P:START

Mais pourquoi tout ce scénario catastrophe pour le M'zab ?

IV- Pourquoi cet acharnement contre le M'zab :

En réalité le M'zab ne constitue pas, comparativement à d'autres régions du pays, une importante place capable économiquement, politiquement, géographiquement ou numériquement (par le nombre de sa population) de déstabiliser un pouvoir aussi fort que celui en place à Alger pour devenir sa cible avec toute cette hargne.

Economiquement affaibli face aux dérives de l'économie de l'import au détriment de l'auto-développement industriel, géographiquement enclavé et loin des frontières poreuses, politiquement sans envergure ni ambition, et numériquement le nombre de Mozabites est, faute de statistiques, d'environ quatre cent milles (400.000) âmes, estimation la plus élevée à notre humble avis, y compris sa diaspora dans le monde. Par rapport au quarante millions (40.000.000) d'habitants actuels du pays, il devient vraiment farfelu d'en tirer le rapport.

En dépit de tous ces facteurs objectifs d'appréciation de l'absence du "risque M'zab", (évoquer d'ailleurs l'hypothèse même du risque dans ce cas précis relève du ridicule), le pouvoir a engagé une bataille décisive à son encontre. Partant du constat évident que tout pouvoir qui veut se perpétuer devra

mettre au pas toute velléité d'expression libre :

- **Une première étape** : La bataille au lendemain immédiat de l'indépendance a été déclenchée à travers l'épisode lié au simple positionnement politique, relativement "timide" et sans effets, du Cheikh Bayoud et ses conséquences sur tout le M'zab avec les sérieuses tentatives d'étouffement et de neutralisation de ses structures traditionnelles et des valeurs morales et civilisationnelles qu'elles portent. Ce qui avait engendré d'énormes pressions politiques, socio-culturelles et culturelles et la marginalisation de la communauté mozabite au sein même de la vallée du M'zab (aspects que nous avons déjà développé précédemment). Toutes les voies d'expression leur ont été fermées.

A partir de là, la communauté mozabite a été mise au pas. Le pouvoir entretenait ce forcing en manipulant à des moments précis les suppôts de la communauté arabe autochtone pour rappeler sa présence et sa force (voir les différents événements douloureux subis par la communauté mozabite qui ont jalonné l'histoire indépendante de l'Algérie dont nous avons cité quelques dates de référence)

- **La seconde étape**, intervenue après l'ouverture démocratique d'après 1988, a été, comme déjà rapporté auparavant, une nouvelle bataille du pouvoir pour remettre au pas la communauté mozabite qui tentait de prendre, dès le départ du train de la démocratie, la juste petite place qui lui sied dans l'étroit échiquier local, sans plus. Mais, encore une fois, la communauté mozabite, muselée, a été éjectée de ce train de l'espoir, de force, prématurément et avant tout le monde.

- **La troisième étape** intervient à partir de la fin de la décennie rouge, lorsque face à l'absence de prise en charge des profondes difficultés socio-économiques propres à la région, de l'exclusion de la communauté mozabite du dialogue social local, l'atteinte du haut niveau de saturation, une nouvelle dynamique socio-politique a traversé la communauté mozabite, bouleversant le classique rapport des forces locales, et a mis à nu la décrépitude des représentants attitrés de la communauté. C'est le commencement des grandes luttes sociales du début des années 2000, avec leur lots d'affrontements et de dénonciation du pouvoir responsable de la situation de déliquescence du M'zab.

Encore une fois, mais avec un cachet qualitativement supérieur et d'une ampleur inégalée, le M'zab sort politiquement du giron du pouvoir dans lequel ce dernier l'avait toujours de force ou de gré, voulu le maintenir. Il fallait à tout prix pour le pouvoir "corriger" cette grave déviation. Le temps de l'expression réelle et de l'émancipation démocratique n'est pas encore dans l'agenda du pouvoir. Nous l'avons déjà relevé sous d'autres angles précédemment.

Le M'zab devra revenir à son giron. Pour cela, et parmi d'autres conditions, il faudra remettre en scelle la représentation communautaire classique qui accepte d'accompagner ce rôle de "correction" et du retour au bercail. Le plan est en marche avec tout son lot de drames insoutenables et de crimes odieux. Son exécution prendra le temps nécessaire ; les conditions du silence et du détournement de l'attention des acteurs nationaux et de l'opinion nationale ont été présentement réunies. C'est la phase de la "correction"

dans la banalisation.

En outre, ce retour au giron, n'étant pas justifié par les facteurs objectifs du risque M'zab, tel que nous l'avons indiqué précédemment, seul reste le facteur subjectif qui fait d'ailleurs le M'zab. Il s'agit de la valeur symbolique du M'zab.

D'une haute charge historique et symbolique, un berceau de civilisation et d'apports indéniables à la collectivité nationale, le M'zab porte tout haut les Valeurs de travail, de sacrifice, de confiance, un exemple vivant de solidarité et d'organisation sociale, d'auto-développement et d'autonomie socio-économique. Le M'zab est un patrimoine vivant de l'Humanité, un monument historique dans sa globalité dynamique, une destination connue et reconnue du tourisme international. Le M'zab porte en son sein les valeurs d'une civilisation accomplie. Le M'zab, que ce soit à l'échelle nationale ou internationale est hautement considéré. Il demeure un exemple et une référence.

Mais en même temps le M'zab relève d'une équation à double entrée pour le pouvoir. Le M'zab est un exemple de référents dont le pouvoir s'enorgueillit, mais tout en les étouffant pour le désintégrer. Le M'zab est fort gênant pour le pouvoir. Ils ne relèvent pas des mêmes valeurs. Et ce dernier ne pourra, par nature, s'y accommoder.

Mais en même temps, le M'zab devra être obligatoirement un exemple d'allégeance au pouvoir pour soigner, à fortiori, son image de marque. Une identification par miroir interposé. Un faire-valoir tout au plus. Aucune opposition pouvant briser cette relation ambiguë ne pourra être admise. Le rapport du pouvoir au M'zab ressemble à bien des égards, et toutes proportions gardées, à son rapport actuel à la presse. Tout en chantant son ouverture démocratique à travers le nombre de titres de presse sur la scène publique, le pouvoir ne cesse de mener un "combat" harassant, sournois, sans relâche et frisant le chantage, pour la mettre au pas et ce à tout l'opposé de la démocratie dont il se prévaut.

Par ailleurs, le temps du laisser-faire et la recherche du pourrissement ayant fait son chemin ici au M'zab, la nouvelle phase de la "correction" va se concrétiser.

- **"Printemps du Sud" et ses retombées:**

Sur le plan national, les retombées de la crise multisectorielle des décennies noires et rouges avec la diminution du pouvoir d'achat, l'accroissement des problèmes sociaux, éducatifs, de logement, de santé, l'aggravation du chômage, la mal-vie, la montée d'une jeunesse décomplexée des tares du passé étouffant, mais fortement désarmée par les obscurs horizons qui se pointent, alliant les violents heurts spontanés et les émeutes sans lendemain avec la course à "la harga", les mirages des paradis outre-mer, le développement de la consommation de la drogue et des psychotropes, l'absolutisme du pouvoir, la corruption généralisée, l'enrichissement illicite rapide et les frustrations de plus en plus grandes, tout cela adossé à la gestion par à coup, gestion au pompier pyromane, écartant l'anticipation et l'approche programmatique de ces problèmes, ont ébranlé le pays. Le pouvoir se trouve ainsi "acculé", pour apaiser le front social, à "pomper à fond" le pétrole et le gaz du Sud, au moment où sa jeunesse (du Sud) ne peut même pas bénéficier d'un poste de travail et d'un

logement.

Ainsi, face à cette situation, de multiples actions et manifestations ont caractérisé les régions du Sud, (Ouargla, El Bayadh, Laghouat, Ghardaïa, El oued, Illizi...), revendiquant une réelle prise en charge de leurs besoins socio économiques et l'arrêt du transfert des richesses du sous sol du Sud au seul profit des régions Nord du pays, et l'accès en priorité au travail et au logement. Le mouvement des chômeurs et sans emploi se développe, s'affirme, s'organise et s'impose au devant de la scène régionale et nationale. Les risques de contamination des autres régions hantent les esprits des Décideurs. Les manifestations étaient solidairement organisées, tournantes et imposantes. C'était le "Printemps du Sud".

Des jeunes mozabites ont été partie prenante de ce vaste et profond mouvement, et avaient activement participé aux multiples actions entamées au plan local et régional.

C'est un fait historique nouveau dans la tradition mozabite post-indépendance. Et pour le pouvoir, cela est catégoriquement inadmissible. Et donc toute la communauté devra en payer le prix. Encore une fois l'empreinte coloniale de la "responsabilité collective" qui ressurgit

!

Le pouvoir dérouté, surpris et secoué par l'ampleur et la durée des manifestations a jeté du lest : Accord de priorité d'accès au travail et aux logements sociaux aux populations autochtones, ce qui n'existait pas auparavant, et d'autres avantages tels, pour la première fois aussi, les crédits sans intérêts, avant leur extension par la suite au Nord.

Des décisions historiques sans précédent. Une étonnante disponibilité et compréhension (très tardives ?!) de la justesse des revendications émises; et les discours apaisants du premier ministre cachent mal à la fois l'affolement du pouvoir et son plan de vengeance.

En tous cas, la jeunesse du Sud, y compris donc celle de Ghardaïa va goûter à ces fruits.

Ainsi, pour la première fois, la jeunesse et la population de Ghardaïa vont bénéficier d'un programme conséquent de logements sociaux disponibles qui a suscité d'immenses espoirs mais aussi de longues intrigantes attentes.

Des

listes confectionnées pour la première fois selon le principe de quotas communautaires 50/50. Une décision d'une grande importance qui s'inscrit dans le prolongement de celle portant priorité d'octroi de logements aux autochtones. Ces listes, une fois arrêtées, attendaient leur affichage, mais les reports se multiplient sans raisons apparentes ou annoncées. Des dates fixées et non respectées. Le nombre de bénéficiaires est très important, et même inimaginable auparavant; mille (1000) logements environ. Mille familles sur des charbons ardents! La rumeur persistante confirme l'arrêt définitif des listes. Mais sans suite. Pas d'affichage.

L'attente s'allonge, des fuites sont organisées. Rien ne pointe. Les espoirs s'intensifient, et les patiences s'estompent. Pas d'informations! Les autorités ne communiquent pas. Silence radio! Des interrogations fusent et les impatiences se compriment; de report en report! On pense aux intrigues et aux retournements de situations. Les langues se délient, les rumeurs s'affolent et les autorités se murent dans un silence sidérant. Les craintes

s'expriment, les crispations surgissent, et les impatiences s'élèvent chaque jour d'un cran, se cristallisent, interpellent et apostrophent.

La rue bouillonne, impatiente et inquiète, et les autorités restent de marbre! Rien ne filtre. Dès lors les discussions s'animent; une certitude s'impose: la confiance n'est plus de mise. Les esprits s'échauffent. De chaque côté la peur s'installe et les coups bas se profilent, rien n'est plus sûr; la hantise des coulisses, du déséquilibre des 50/50, de tous les exclus, autochtones ou non autochtones, les hésitations et les éventuelles remises en cause, les pressions, les suppressions ou rajouts recommandés... Tout passe. Rien n'arrêtera les supputations. La machine s'ébranle et les autorités font le dos rond et s'éclipsent. Attente après attente, l'attente s'installe, dure et s'allonge.

La colère prend le pas sur l'impatience. La colère monte, gronde puis éclate ! Les jeunes de la communauté arabe autochtone brisent le silence, sortent dans la rue ; trois jours de coupures tournantes des carrefours d'axes importants de route, avec pneus enflammés. Rien n'y fut ! Enfin une marche fut entamée, terminée par une grossière provocation de certains jeunes qui "caillassent" des magasins appartenant à des mozabites. La grande pagaille. Les rideaux baissent et la tension est à son paroxysme. La provocation détone. Le soir même, le magasin de jouets d'un mozabite a été pillé. Le wali ne reçoit pas la délégation des commerçants venus le soir même discuter de la situation. Rien ne presse. C'était un SG qui le fait à même la cour de la wilaya. Rien de concret. Le lendemain, Ghardaïa s'arrête, et le souffle aussi. Les caillasseurs et le (s) pilleur(s) semblent ne pas être inquiétés. Les commerçants exigent des autorités la sécurité. Rapidement rien n'est plus comme avant. L'affichage des listes intervient en catimini. La joie, mêlée à une sourde et incompréhensible inquiétude s'entrechoquent. C'était comme "c'est déjà trop tard". Après coup ! Cela ressemble quelques mois plus tard aux 30.000 lots de terrain que le premier ministre a jeté à la face de gens déjà engagés dans la tourmente de la logique de violence. Sans effet !

L'atmosphère de la ville est trop lourde. Les autorités s'enfoncent encore plus dans leur silence à la fois trop parfait et fort obligé pour être innocent. Soudain, une rumeur brise le silence intrigant de Ghardaïa. Une Rumeur qui quadrille la ville à la vitesse du son : "Un arabe a été grièvement blessé dans le quartier des Béni Merzoug par le jet d'un parpaing sur sa tête à partir d'une terrasse mozabite". Le tonnerre gronde, les gens courent dans tous les sens, les éclairs aveuglent les yeux et les esprits. Il est semblé-t-il à l'hôpital et dans le coma. Les appels sourds à la vengeance s'élèvent. Les mozabites crient au mensonge et la calomnie : il n'y a pas de maison mozabite aux alentours du lieu dans lequel cet individu a été blessé. Une situation lourde devant laquelle la légèreté

de sa prise en charge par les autorités politiques, administratives et sécuritaires laisse perplexe. Pas de communication! Non concernés! Aucun démenti ou confirmation apaisante. C'est évident ! Il s'agit d'une provocation policière, ou d'un règlement de comptes au sein du quartier où se sont déroulés ces événements ! La rumeur de son décès tombe! Est-ce vrai ? Personne ne peut confirmer ou infirmer! Et même toute cette histoire est-elle véridique ? Rare celui qui, en ce moment, et même à ce jour, le sait ! Mais

tout le monde en parle, comme si c'est vrai. De nouveau les mozabites crient au complot à qui veut les entendre ! Les commerces demeurent fermés par crainte de représailles, et d'absence de sécurité. Il y a absence de l'Etat ! Face à la rumeur fort persistante de la rue se dresse le silence fort persistant des autorités, alors qu'il existe une radio locale à leur disposition pour informer sur la véracité des faits. Pourquoi donc ? Qu'attendent-ils ?

La ville est laissée sans gouvernail. Où veulent-ils en venir ? Alors, la folie de la violence aveugle s'éclate. Tuer du mozabite à tout prix.

Ainsi, à partir de la mosquée des Béni-merzoug et de ses environs, "les cocktails molotov" s'abattent sur le quartier mozabite mitoyen de Baba Salah. La bataille historique de Baba Salah-Béni Merzoug a commencé. Durant des jours et des nuits, les folles tentatives de forcer la pénétration du k'sar sont fermement bloquées, et repoussées. Le cycle infernal de la violence meurtrière et de la furie incendiaire a été entamé. Rien ne l'arrêtera.

Le complot anti mozabite est incontestablement ourdi par ceux qui se muraient dans le silence des morts. Ils laissaient faire ! Bien plus, ils l'entretenaient ! Le " Que Faire" des maîtres des coulisses" a incontestablement bien fonctionné ! Le pourrissement a enfanté l'hydre de la violence. Ils ont gagné la première grande manche !

Le scandale est plus que parfait ! L'ignominie absolue ! Le pouvoir est en définitive, un pouvoir assassin ! Et un pouvoir diviseur !

Sans vergogne, le temps des congratulations s'annonce : toutes les hautes autorités administratives et sécuritaires de la wilaya de Ghardaïa font l'objet de promotions significatives ! Soit

quelque peu avant les événements (pour dissimuler et occulter leurs rôles essentiels), soit durant leurs premiers mois. Leur mission est certes bien accomplie : mission concluante, pleine de désolation, de laisser faire assassin et de massacres. Certains reviennent d'ailleurs sous ce nouveau manteau d'heureux promus pour assister leurs nouveaux subalternes dans l'apprentissage des utiles et si efficaces méthodes de gestion génialement catastrophiques de la situation de Ghardaïa, et en tirer les dividendes. C'est du sans scrupule ! De la turpitude !

- **Complot anti-mozabite :**

Face à l'embrasement encore limité, les forces de police tardent à intervenir favorisant ainsi les extrémistes. Une grande légèreté est relevée dans le traitement et la prise en charge de la sécurisation des quelques foyers de tension au début des événements. La réactivité de la police, comme celle des autorités, n'étaient pas (ou ne voulaient pas être) à la hauteur des faits qui s'aggravaient de jour en jour. Bien plus, lorsqu'enfin ils ont daigné intervenir, c'est pour se liguer, dans une démarche de complicité agissante, avec des assaillants de tous bords, particulièrement du fameux quartier arabe d'El Hadj Messaoud, venus porter main forte à leurs "frères M'razig". Dès lors tout était permis : destruction, pillage puis incendie des maisons mozabites de Baba Salah et leurs magasins sis à Béni Merzoug et place d'Andalousie (un nom si évocateur !), en passant par les profanations de cimetières (Baba Salah et Ammi Saïd) sous la protection, filmée et mise à nu par des vidéos amateurs qui ont fait le tour des chaînes de télévision

nationales et internationales et des réseaux sociaux, de policiers en vadrouille, tout en laissant faire ceux-ci, ne tirent que dans l'autre sens. La police a été débusquée dans ses agissements inadmissibles de parti pris complice, scandaleux, et infiniment grossier, confirmant et signant le caractère médité et orchestré de leur rôle déterminant et manipulateur, exécuté selon des scénarios précis.

Mais fait certain, les vidéos des mains innocentes ont pour la première fois en Algérie, devancé, et en direct sur les facebook et chaînes de télévision, l'intelligente hypocrisie des Services. La gifle est bien belle ! La police est disqualifiée, obligée de sacrifier certains des leurs, des petits subalternes pour sauver les têtes. Faudrait-il y croire ? Le pouvoir ne s'y attendait pas. Il croyait jouer sur un terrain conquis, maîtrisable et d'ailleurs toujours maîtrisé, et à huis clos.

La communauté mozabite était prise en étau. Elle ne pouvait, malgré elle, que se défendre et entrer dans le cycle de la violence communautaire tout autant que dans le cycle de la violence contre les forces de police. La communauté mozabite subissait la double violence, la violence conjuguée des suppôts arabes manipulant dramatiquement bien leurs bases, et des forces de police, le bras répressif du pouvoir despotique. Cette double violence n'est en définitive que l'expression d'un triple déni : le déni démocratique, le déni identitaire et le déni républicain.

- **Le déni démocratique** à la communauté mozabite d'aspirer à l'idéal démocratique et juste, et d'exercer ses droits démocratiques, en tant qu'individus et communauté, à l'instar de toutes les autres composantes, régions et citoyens de ce pays.

L'émergence de certaines forces de la jeunesse et des segments de la société civile face à la faillite des représentations traditionnelles, classiques, qui, néanmoins, tenaient encore bon, a été torpillée par l'intrusion de la violence de "nature communautaire", suscitée, commanditée et scientifiquement gérée, qu'avait subi l'ensemble de la communauté mozabite. Il fallait collectivement en payer le prix, pour ensuite remettre sur scelle ces représentations traditionnelles, avec un rôle d'intermédiation et de relais du pouvoir, soumises et sous de très fortes pressions. Pari réussi.

- **Le déni identitaire** ne permettant pas aux mozabites de vivre à l'intérieur de leur Algérianité assumée et ressentie, à laquelle ils s'accrochent corps et âmes, en dépit de l'ignare mesquinerie de ceux qui tentent de l'entacher, et en harmonie pleine et entière avec leur Mozabité. Vécu et patrimoine civilisationnel propre, cette mozabité est née des immenses et vastes profondeurs de cette Algérie de la pluralité et de l'ouverture, ainsi

que de l'effort continu de capitalisation et de conceptualisation de leur expérience historique propre et des valeurs qu'elle recèle.

- **Le déni républicain** réside dans le non exercice par le pouvoir, censé incarner l'autorité de l'Etat, de ses hautes responsabilités républicaines à l'endroit de la communauté mozabite, ciblée dans sa chair, ses symboles, ses valeurs et croyances, son histoire, son honneur, ses biens....

Les violences subies, les exactions commises à l'endroit de toute cette communauté, les appels à la haine religieuse, la falsification de son histoire,

les tentatives de "détournement" de son patrimoine historique, les visées de domination et d'absorption de son héritage civilisationnel dans un but d'exclusion, le laisser-faire et l'impunité affichés par le pouvoir face à ces graves dérives, participent d'une démarche discriminatoire. Celle-ci, adossée à l'instrumentalisation par le pouvoir de toute l'autre communauté, lui assurant l'impunité de l'usage de toutes les formes de violence à l'encontre de la communauté mozabite, constituent le fondement du déni républicain. La monstruosité de la gestion de la crise du M'zab et la longévité de sa phase violente, témoignent du refus d'appliquer le droit citoyen à chaque mozabite et à toute sa communauté de vivre dans la paix, le droit non exclusif à la Différence, et le respect républicain.

Ce refus est du domaine du non-dit. On vous le fait sentir. Ce déni est l'expression d'un mépris et d'une stigmatisation historiquement intériorisés à l'endroit des mozabites considérés comme des "sous citoyens, des citoyens assimilés" à qui on a donné une chance de survie, devenant ainsi redevables à ceux qui assurent leur protection. On ne doit pas toucher au protecteur ! On leur a toujours attribué, sous table, des épithètes infamantes et vexatrices. Ils sont vus à travers des clichés et des prismes déformants, résultat non pas de leur méconnaissance, mais d'une volonté d'entretenir cette méconnaissance à dessein.

Ce triple déni scelle l'alliance fondamentale entre ce pouvoir anti démocratique en place et ses suppôts de la communauté arabe autochtone, et de tous ses autres suppôts à l'échelle nationale, portés vers leurs intérêts sordides sur le dos de leurs bases populaires qu'ils tentent de manipuler pour assurer la survie du pouvoir et la leur.

En laissant faire l'impunité, qui se mue spontanément en violence plus exacerbée, le pouvoir semble avoir donné le signal fort et l'engagement signé sur le terrain des affrontements aux suppôts de la communauté arabe autochtone d'assurer la mobilisation générale des troupes. L'ordre de mettre la ville à feu et à sang a été donné. L'ordre de tuer est ordonné. Tout semble y converger. La communauté mozabite devra très chèrement payer.

Les agressions se multiplient et s'étendent. Du quartier Baba Salah à Salem Ouaiïssa, la grande, l'héroïque et l'extraordinaire résistance qui a, en dépit de tous les graves massacres à subir encore, dessiné le cours des événements en stoppant net l'élan conquérant des

hordes sauvages encadrées de certaines forces de police complices. Puis au périmètre du Touzouz, et le premier martyr KEBAILI Balhadj tombe sous les mains assassines. La communauté mozabite est sous le choc.

L'Etat est toujours absent ou non réactif. Toutes les composantes de la communauté arabe sont poussées vers différentes batailles : Vers les quartiers mozabites de Ghardaïa: Beladdis, H'miter, Baba-Saâd, Baïssa-Oualouane, Baba-ouldjemma, Ahbas-nouchour, Bahmani, El-korti, et vers les k'sours de : Mélika, le petit k'sar téméraire qu'on tente de dépecer de toutes parts, puis Béni-iguen, Bounoura, et Berriane de nouveau, après avoir assiégé Guerrara et permis à des éléments de la police de commettre des actes infamants et dégradants sur des jeunes mozabites...

Les mozabites en état de défense résistent, d'une résistance qui défie même la mort qu'ils acceptent pour eux et pas aux autres.

Aux pieds et aux alentours de leurs maisons, les martyrs se relayent l'un

après l'autre, dans une symphonie macabre endurée par les seuls mozabites mais qu'ils refusent fermement, péremptoirement, et stoïquement de la faire exécuter et partager aux autres. A ces autres qui ont pourtant la qualité d'assaillants, car le Mozabite refuse et condamne la légitimité du meurtre et respecte le droit sacré divin et humain à la vie.

Successivement, la liste des martyrs se dresse et s'allonge ; leurs noms sont pour l'Histoire, ci-après, respectueusement et solennellement cités : ils ont troqués, à la fleur d'âge, leurs propres vies pour la vie sacrée des leurs, des autres, des Hommes : HADJ SAID Khaled - BABA OUSMAIL Azzeddine - BAHADDI Brahim - HADJ CHAABANE Hassan - BENNACEUR Abdennacer - AOUF El Yassaâ - OUDJANA Hocine - CHEKHAR Yacine - BEN BABOUHOUN KACI OUSALAH

Rostom.

Nou

s sommes en 2014 ! Nous nous devons de rappeler en outre :

Un (01) martyr en 1985 à Ghardaïa

Deux (02) martyrs en 1990 à Berriane

Quatre (04) martyrs en 2008 à Berriane

Un (01) martyr en 2013 à

Guerrara

Dans cette logique guerrière qui leur est imposée, c'était sans compter sur la détermination farouche et la bravoure de la riposte de la jeunesse mozabite, toute la jeunesse, dépassant toutes leurs différences, dans un élan de courage admirable, une résistance sans pareille, un sacrifice inouï et une solidarité remarquable. Et fait certain, cette page le pouvoir et les suppôts de la communauté arabe autochtone ne l'oublieront pas de sitôt.

Le pouvoir demeure inflexible : A cette résistance, et sous prétexte de la recherche de la maîtrise de la situation de plus en plus dangereuse, et acculé par la disqualification historique de la police trempée dans le scandale de la complicité agissante, et sous le poids des interrogations et des inquiétudes de l'opinion nationale, le pouvoir fait appel à des groupes importants de la gendarmerie, tout en renforçant le corps de la police.

C'était la période la plus cruciale où les martyrs se succèdent dans une barbare atrocité, les blessés graves et les irrémédiablement atteints se multiplient, les pillages et les incendies à une échelle insoupçonnée comme cités lors des chapitres précédents s'étalent à l'ensemble de la vallée. La sinistre marche des suppôts de Metlili (où pas un seul mozabite n'y habite ou travaille et qui ose insolentement s'ingérer et déclarer la guerre par procuration), encadrant dans la furie enthousiasmée de la lutte finale, leurs hordes ignares, qui stigmatise impudemment la communauté ibadite mozabite, dans la pure tradition moyenâgeuse, sous des slogans haineux "d'Allah Akbar, le Mozabite ennemi de Dieu" trempés dans la salafia djihadiste et l'inculture endémique.

Une marche tolérée, non dispersée, et non à tout le moins condamnée par les autorités à travers un hypothétique communiqué ! Les suppôts organisateurs non poursuivis, ni même inquiétés ! C'est une caution au lynchage communautaire !

Non ! Il faut rester officiellement à distance. Les libertés sont à respecter pardi ! Les citoyens assimilés, les sous citoyens, n'ont pas les droits réservés aux vrais citoyens de la République. L'horreur est en marche ! Le M'zab est à

feu et à sang !

Sur ce plan de la violence morale à l'endroit de la communauté mozabite par les suppôts de la communauté arabe autochtone qui ont, sous l'effet de la "assabia el jahillia" et de l'aliénation culturelle, commis l'infamie de la traiter de Khaouaridj, d'ennemis de Dieu, de terrorisme, falsifiant outrageusement son histoire et celle de ses autorités morales, son rite religieux, ...mettant à nu son caractère fortement belliqueux, ("tout en préconisant" dans une ridicule idiotie de subterfuges et visées bassement matérielles le mariage mixte) ...le pouvoir encore une fois n'assume pas ses responsabilités républicaines de garant de la non manipulation des champs sacrés de la religion, de l'histoire, et d'autres référents à des fins de fitna. Cette manipulation s'inscrit dans un but de diffamation communautaire et non seulement individuelle. Se cachant derrière le sacro saint principe de liberté de parole, le pouvoir refuse d'y mettre un terme. Il doit être fermement interdit de mettre sur le même pied d'égalité le droit sacré de la liberté de parole d'une part, et d'autre part les déclarations verbales et écrites attentatoires à l'honneur, la dignité, les croyances et l'Histoire d'une communauté entière.

Cela n'exclut en aucune manière le droit à l'étude, la recherche et la critique scientifique et objective, sans contrainte, ni censure, ni autocensure, de l'ensemble des champs précités, dans le respect des valeurs guidant la recherche et l'analyse scientifique des faits sociaux, religieux et historiques. D'ailleurs cette position délictueuse, d'une déconcertante irresponsabilité du pouvoir est à l'origine de l'effronterie et de l'impudence de ces suppôts déclarés qui sont derrière les slogans d'"irhal" et ces autres propos insolents et écrivains malsains. Mais aussi de leur outrecuidance assurée, impunément soutenue, de jouer face à la communauté mozabite le rôle de censeur accroché à son piédestal inquisitorial, tentant de professer ses non(s), dicter ses objections et imposer ses refus, par tous moyens. Ils utilisent même la violence de la rue, à tout ce qui peut symboliser, timidement d'ailleurs, la mozabité de la ville (patrimoine commun) et de ses institutions, particulièrement lors de l'attribution des noms de personnalités mozabites à des lycées, université, instituts, cités universitaires et tous autres espaces communs fréquentés par les deux communautés. Il s'agit d'un processus de minoration, d'effacement et de mise à l'écart de tous signes distinctifs rappelant le patrimoine mozabite. Phénomène assez timide dans un premier temps, mais qui s'est, sous l'effet de cette délictuosité doublée d'impunité complice, naturellement et amplement imposé ces dernières décennies.

- De la gestion sécuritaire :

Les supposés plans d'arrêt des affrontements, les visites de haut rang, les fameux plans sécuritaires, les commandements unifiés, les consécutifs retraits et renforcements des forces présentes...se succèdent sans succès; il faut alimenter la presse et occuper les gens. La violence est de retour. La gendarmerie et la police semblent être envoyées ici pour

1- Encadrer les hordes sauvages

2 - Mettre au pas et harceler la défense mozabite

3- Assurer la sécurité des accès aux quartiers arabophones pour empêcher

toute éventuelle incursion mozabite (gestion à sens unique, provocatrice jetant l'opprobre sur les mozabites, insinuant leur position d'assaillant, d'agresseur et d'instigateur des violences), alors qu'avant le renforcement de ces forces, c'étaient des jeunes mozabites qui pactisaient avec les jeunes arabes de certains de ces quartiers pour assurer ensemble la sécurité et prévenir toutes provocations (voir les cas de "El-hofra" et cité "El-korti" à Ghardaïa, ...). Cela déplaisait aux Manipulateurs. En décidant de "sécuriser ces deux quartiers", sans raison en ce moment là, alors que d'autres quartiers en éprouvaient le grand besoin, ils ont brisé le pacte social et humain qui prévalait jusqu'alors. Ces deux quartiers sont devenus dès lors de véritables foyers de tension.

En effet, ce quartier El-hofra deviendra par la force des choses, après une relative période d'accalmie globale durant le dernier trimestre 2014, le déclencheur des graves dépassements orchestrés par des groupes de gendarmes à l'encontre des mozabites à l'intérieur du k'sar historique de Ghardaïa. Nous sommes en Janvier 2015. A l'utilisation combinée, avec force, très abusivement, aveuglement et sans discontinuer des bombes lacrymogènes et, fait inédit, de cocktails molotov (dont les bouteilles vides ont été acheminées puis préparées par des groupuscules de la communauté arabe agissant en commun dans l'obscurité de la nuit) sur les habitants, s'ajoute les tirs de l'hélicoptère venus en renfort. C'est la guerre totale. De quoi penser qu'un groupe de Daesh ou de Nosra super armé se retranche dans le k'sar.

La population terrorisée étouffe et suffoque sous un épais nuage blanc. Dans l'obscurité totale, des portes de maisons, de magasins, de cabinets médicaux.. ont été défoncées. Au passage, dans leur fureur incontrôlée face à des jeunes non armés, sans fusils ni bombes, mais très déterminés, des incendies sont provoqués, des représailles sont organisées. Beaucoup de hargne. Tout passe !

Ce k'sar de Ghardaïa, qui avait incarné durant plus de mille (1000) ans le pacifisme et la sérénité, a été pour la première fois de son histoire violé. C'est toute une forte symbolique qui a été ébranlée. Et la jeunesse en a été aussi ébranlée. Ainsi, les profondes ruptures commencent.

Dans une très courte contribution datant de quelques mois, nous avons déjà écrit ce qui suit à propos des provocations parvenant de ce quartier El-hofra et qui sont à l'origine de plusieurs heurts dont celui que nous venons de décrire ci-dessus :

« La fausse prière du vendredi 30.05.2014 :

« Sous prétexte de prière du Vendredi dans une mosquée malékite située à proximité de l'enceinte du Ksar mozabite de Ghardaïa, où la prière du Vendredi s'y déroulait chaque semaine depuis des temps, un appel défiant et grossier a été lancé par des manipulateurs se réclamant malékites, forts inspirés de l'esprit de division et de la "assabia jahilienne", pour un rassemblement de démonstration de forces de hordes de jeunes des tribus des Chaambas et M'dabihs au sein de cette mosquée au mépris de la sérénité, du recueillement et la spiritualité exigée pour ce jour et ce lieu saints. Ce rassemblement a été suivi de manifestations provocatrices de ces

hordes déchainées au sein même des quartiers mozabites en vue d'attiser d'avantage les haines et les violences à l'encontre de la communauté mozabite.

Ces hordes désertant leurs mosquées habituelles sont venues de leurs lointains quartiers dans un élan agressif, incitant la jeunesse mozabite à tomber dans le piège de la provocation pour se présenter en victimes d'une hypothétique intolérance religieuse (démarche éculée d'analphabètes ayant pignon sur rue).

Cette "Prière" et cette manifestation ont été autorisées par les pouvoirs publics au mépris manifeste de tous les dangers qu'elles suscitent et des dérapages inévitables qu'elles entraînent dans le climat de terreur, de haine et de violences que subit Ghardaïa depuis plusieurs mois.

C'est une caution impardonnable à la violence.

Des slogans insolents à l'endroit de la communauté mozabite sont criés à tue-tête face aux jeunes mozabites vigilants et pleins de retenue, rassemblés devant leurs quartiers. La mort planait ce jour sur la ville de Ghardaïa. Les autorités engouffrées dans l'irresponsabilité, ont tenté pompeusement et cyniquement d'encadrer cette provocation par des centaines de gendarmes. Le message est bien reçu : se positionner sournoisement encore une fois, et de nouveau, avec une communauté contre une autre.

L'ordre de l'IMPUNITE a de nouveau prévalu. C'est un encouragement à la reprise des violences.

Au soir de ce même jour, ces mêmes hordes ont attaqué les habitants mozabites du quartier Baba-saad, incendiant plusieurs de leurs maisons faisant plusieurs blessés, les poussant à quitter leurs quartiers. Le terrorisme communautaire s'allie au terrorisme politique dans une lâche entreprise d'atteinte à la communauté mozabite.»

Quand on laisse reproduire ce même scénario tous les vendredis et durant des mois entiers, les patiences s'estompent; les jeunes mozabites n'en peuvent plus et n'en veulent plus. L'irréparable devra nécessairement intervenir. Il suffisait de rien. C'était prévisible. Le résultat c'est ce "viol massacre" du ksar que nous venions d'évoquer. Le pouvoir en voulait ainsi. La haine et la mise au pas s'accélèrent.

4-Les lieux de passage traversant une portion de quartier arabophone, empruntés par les mozabites, sont dégarnis des forces de sécurité, d'où les multiples agressions anti mozabites; et en même temps, présence renforcée de ces forces de sécurité dans les passages traversant les quartiers mozabites empruntés par les arabes : une gestion sélective et à sens unique du volet sécuritaire; d'où les frictions qui engendrent des réactions (les exemples édifiants sont ceux de Ain Lebeau, Chaâba, Chouahines, où des agressions sont régulièrement observées, et pourtant facilement évitables.)

Quant à la gestion sécuritaire de la cité El Korti (citée précédemment), elle relève de l'entêtement discriminatoire et provocateur. En effet, dans le cadre du plan de sécurisation sélective basé sur le soutien à une communauté au détriment de l'autre, cette cité a bénéficié de renforts assez importants de forces de gendarmerie pour servir en réalité de boucliers à une partie de ses habitants dans leurs agressions au quotidien contre les obligés passants

mozabites, et le caillassage systématique de leurs véhicules. Message : interdiction de passage aux mozabites. En cela, ils sont encouragés par le comportement de non intervention et le laisser-faire à sens unique de ces forces. Ainsi, cette cité est en train de s'ériger en un vrai foyer de tension. Une gestion porteuse en elle-même des germes de violence et de contre violence.

Par ailleurs, d'autres foyers qui couvent sont toujours laissés sans prises en charge hardies et conformes à la loi, d'où le danger permanent de nouveaux embrasements.

5- Tenir les coins de rue et ne pas intervenir (drôle de gestion sécuritaire) : présence pour la galerie, une démonstration de présence mais passive, un faire valoir pour le pouvoir se gargarisant du nombre considérable de forces de sécurité dépêchées (en arabe *سخرت بالحكومة*), pour d'une part mettre en évidence "les efforts qu'il fournit" pour faire revenir le calme, argument des plus fallacieux, et d'autre part mettre en relief qu'il s'agit bien de graves affrontements intercommunautaires, dégageant implicitement, et évacuant de la sorte toute responsabilité dans les événements de Ghardaïa.

Quand l'imposture s'accouple à l'hypocrisie !

6- L'objectif étant de maintenir un niveau de "violence gérable", un état de "ni guerre ni paix", alternant des pics de violence et des moments d'accalmie, fonction du niveau des concessions arrachées et du nombre de points marqués sur le dos de la représentation mozabite et de la communauté mozabite entière, et à l'évidence aussi, fonction des rapports de forces, du niveau de sensibilité de l'opinion nationale, et des conjonctures nationales et internationales.

texte P:END motk

VOIR AUSSI

- 1ere Partie de la contribution
- 2eme Partie de la contribution

aussi col-1

- 4eme partie de la contribution

aussi col-2

De la responsabilité du pouvoir algérien Dans la crise du M'zab (Partie 4 et fin)

P:END

P:START

le 08.07.15 | 15h16 P:END Réagissez P:START

P:END

Imprimer Envoyer à un ami Partager

P:START

- **Le pouvoir et le jeu communautaire :**

En définitive, avant, durant et après ce "printemps du Sud", le pouvoir ne pouvait admettre l'épanouissement démocratique de la jeunesse mozabite, ni son ouverture et son intégration dans le processus général d'émancipation de la jeunesse algérienne toute entière. Au titre de ce "printemps du Sud", il faut bien se rappeler du rapprochement autour de la lutte contre le chômage, pour l'emploi et contre la hogra, entre les jeunes mozabites et arabes autochtones qui ont pu organiser quelques actions communes fortement dérangeantes et inappréciées. Non, surtout pas ça ! Faut y mettre un terme ! Le M'zab depuis déjà de nombreuses années vit sous la chape de plomb où toutes les intimidations directes et indirectes sont concentrées sur la communauté mozabite, outre l'exclusion et le mépris. Sa jeunesse libérée de ses pesanteurs a surgi sur la scène locale, (en réalité depuis fort longtemps mais surtout depuis le début des années 2000) menant des actions revendicatives de grande envergure. Des manifestations, sit-in, pétitions, marches et grèves se succèdent. Ce qui irrite d'avantage le pouvoir en place.

La répression policière n'ayant pu venir à bout, la solution est vite trouvée : réveiller les démons du communautarisme pour à la fois casser du mozabite, faire diversion et ensuite, les tenants du système tenteront de se présenter en arbitre--maître-chanteur pour imposer leur plan de soumission de la communauté.

Au niveau régional, les événements communautaires tragiques (2013-2014) d'Illizi, de Bordj Baji Mokhtar, Guerrara, Berriane et les conflits latents Khenchela-Oued Souf, entrent dans ce cadre; ils étaient des signes avant-coureurs des événements de Ghardaïa, et un avertissement à toutes les autres villes ayant abrité ce "printemps du Sud".

Au Sud, le pouvoir attise les clivages communautaires pour se soustraire à la vindicte populaire, faire diversion aux revendications des masses et perpétuer sa survie; au M'zab à tout cela s'ajoute, fait inédit en Algérie, la délégation par ce pouvoir à une communauté (plus précisément à ses suppôts) du droit d'exercice du recours par tous moyens, même à la force, sur l'autre communauté pour réaliser l'objectif de sa désintégration, celle du M'zab historique.

En effet, dans d'autres régions du Sud, le pouvoir acculé et visé par les pressions et violences des bases populaires a su jouer sur la fibre tribale ou régionaliste des différentes composantes ou communautés de ces bases populaires, réanime les vieilles frictions et tensions entre elles, exploite leurs différents, les actualise et les surdimensionne pour les transformer en violence entre elles. A travers ce procédé, il étouffe dans l'œuf les objectifs pour lesquels ces masses se sont mobilisées et détourne totalement leur

intérêt. Dans ce cas précis, le pouvoir ne prend pas position pour une composante ou une communauté contre une autre. Son objectif c'est faire dans la diversion.

Par contre au M'zab, outre cet objectif "classique" sus évoqué, qu'il a utilisé avec doigté, le pouvoir vise et concrétise un autre objectif qui consiste à donner à la communauté "adverse" délégation d'user de la violence à l'encontre de l'autre communauté, la communauté mozabite, avec l'impunité assurée, le soutien actif et le camouflage sécuritaire exigé. Une communauté qui agit par procuration contre une autre.

C'est un sentiment de grande amertume, profondément et dramatiquement vécu par la communauté mozabite, que nous n'arrivons peut être pas à exprimer avec toute la grave fidélité qui l'exige.

C'est là où réside à la fois la ressemblance avec les autres conflits communautaires et la différence qualitative fondamentale qui fait du M'zab un exemple de singularité qui lui procure son historicité, et devient le sanctuaire où se met impudiquement à nu l'atteinte et le sacrifice de l'unité nationale (dont on use et abuse) sur l'autel de la sauvegarde de la survie du pouvoir !

Les suppôts de la communauté arabe autochtone, ces exclusifs laudateurs mercantiles de la révolution, d'hier et d'aujourd'hui, ont dramatiquement abusé de la sincérité de leurs vrais chouhadas et des honnêtes moudjahidines, pour servir de fossoyeurs attirés de l'unité nationale.

- **Conclusion :**

Le M'zab et la communauté mozabite subissent une sordide machination qui les a isolé des grandes résistances du peuple Algérien pour ses droits sociaux et démocratiques. Le Sud Algérien est en ébullition pour ces mêmes droits, auxquels s'ajoute le droit des populations du Sud, comme du Nord, d'être informées et consultées sur l'épineuse question du caractère polluant ou non des technologies actuelles d'exploitation du gaz de schiste.

Le M'zab a fait l'objet ces dernières années d'une vaste et systématique opération de prospection de ses réserves éventuelles en gaz non conventionnels. Aucune information officielle n'a filtré jusqu'à présent sur ses résultats.

Des rumeurs fort persistantes font référence à la découverte de gisements gigantesques qui justifient ce mutisme des autorités. Le M'zab, dans cette éventualité deviendrait un immense réservoir de puits, les uns près des autres, dans ce minuscule espace du grand Sahara, qui justifierait sa nécessaire et vitale disparition et donc de déplacement des populations. Et les événements du M'zab s'inscriraient peut être dans cette logique de création des conditions nécessaires pour la mise en exploitation de ces gisements.

C'est peut être une folie de l'imagination d'un mozabite pris dans la tourmente des événements actuels du M'zab, qu'il subit impuissant.

Mais aussi, c'est peut être les folies des décisions bien "réfléchies" d'un pouvoir pris dans les tourmentes des diktats extérieurs dont dépend sa vitale

régénération, qu'il veut assurer effrontément.

IN SALAH comme GHARDAIA sont dans les cœurs des uns et des autres, et des uns aux autres. Sans que l'un ne puisse manifester son soutien à l'autre à travers les rues de In Salah et de Ghardaïa. Le pouvoir nous concède quand même toutes les possibilités de soutien et de communication à travers un réseau spécifique à nous : le réseau dense des puits verticaux et horizontaux, énième génération, qui va être incessamment mis en exploitation.

Que le pouvoir lève son bras répressif sur la communauté mozabite connue pour son légendaire pacifisme, et instaure l'équité dans la gestion de ses relations inter communautaires. Il faudra se dégager de ce borbier infernal dans lequel il s'enferme aveuglément, pour se hisser aux exigences citoyennes pour tous, dans une République véritablement Démocratique et Populaire ouverte, sans distinction aucune, à toutes les femmes et tous les hommes de notre grande Algérie.

texte P:END motk

VOIR AUSSI

- 1ere Partie de la contribution
 - 2eme partie de la contribution
- aussi col-1

- 3eme partie de la contribution
- aussi col-2